
MINISTRE DE LA JEUNESSE ET

DES SPORTS

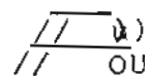
INSTITUT NATIONAL SUPERIEUR

DE L'EDUCATION POPULAIRE ET

DU SPORT

INSEPS DE DAKAR

SECTION DES INSPECTEURS



POUR UNE MEILLEURE PARTICIPATION DE
L'INSPECTEUR DE LA JEUNESSE A LA PROMOTION DES PROJETS
INTEGRES DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE.



EXEMPLE DU P. I. D. E. C DE MEDINA KOUNDIE



/ / / / MOIRE DE FIN D'ETUDES
PRESENTE PAR MAHATA FALL.

/7- MON PERE ET A MA MERE, MES TRES CHERS PARENTS
QUI M'ONT EDUQUE DANS LE DROIT CHEMIN ET M'ONT APPRIS
A TOUJOURS " REGARDER EN HAUT, APPRENDRE AU DELA,
CHERCHER TOUJOURS A S'ELEVER ".

17- MES CHERS ENFANTS, ESPOIR DE DEMAIN ET
POUR LESQUELS JE VOUDRAIS ETRE UN MODELE..

/7- MA VAILLANTE EPOUSE MAME KHARY GUEYE,
COMPAGNE INFATIGUABLE, SOUTIEN PERMANENT
ET CONSEILLERE PRIVILEGIEE...

/// ES REMERCIEMENTS

VONT

/// TOUS CEUX QUI, DE PRES OU DE LOIN, CONSACRENT
LEUR VIE A L'EDUCATION ET A LA FORMATION DES
JEUNES ET PARTICULIEREMENT

- A MES COLLEGUES I.E.P.J.S

- AUX PROFESSEURS DE L'INSEPS

17)17) ES SINCERES REMERCIEMENTS VONT A LA
SECRETAIRE DACTYLOGRAPHE QUI A ACCEPTE DE
FAIRE CE TRAVAIL AVEC DESINTERESSEMENT,
COURAGE, DEVOUEMENT ET ABNEGATION.

MON ETERNELLE GRATITUDE.

CHAPITRE I

CADRE PHYSIQUE ET SITUATION SOCIO ECONOMIQUE DU SENEGAL

I°/ - CADRE PHYSIQUE

- A.- Pluviométrie et désertification
- B.- Hydrographie et Irrigation

II°/- SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE

- A.- Caractéristiques démographiques
 - 1.- Population jeune
 - 2.- Population rurale
- B.- L'Agriculture dans l'économie Sénégalaise
 - 1.- Place de l'Agriculture
 - 2.- Déficit alimentaire et revenu rural

III°/- ANALYSE GLOBAL DU CONTEXTE

- A.- Caractère Général
- B.- Les Avantages et les Inconvénients
 - 1.- Avantages
 - 2.- Inconvénients

CHAPITRE II

LE DEVELOPPEMENT AU SENEGAL: CHOIX ET PROBLEMATIQUE

I°/- POUR QUEL TYPE DE DEVELOPPEMENT AU SENEGAL

- A.- Notions de Développement
- B.- Que doit viser une action de développement au Sénégal?
- C.- Quel Type de Développement pour le Sénégal?

.../...

II./- PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

A.- La notion de Développement Communautaire

B.- La Décentralisation des Services Techniques

CHAPITRE III

L'INSERTION DES JEUNES DANS LES CIRCUITS DE PRODUCTION :

L'EXEMPLE DU PIDEC DE MEDINA KOUNDIE

I°/- LA POLITIQUE D'INSERTION DANS LES CIRCUITS DE PRODUCTION

A.- Problématique de l'insertion

B.- Stratégie globale Pour une meilleure insertion

C.- Propositions d'action³ bénéfiques

II°/- LE PIDEC DE MEDINA KOUNDIE : UN MODELE D'INSERTION DES JEUNES

A./ Le Cadre Physique et Socio-économique d'implantation du projet

B./ L'Etude du PIDEC de Médina Koundie

CHAPITRE IV

LA PARTICIPATION DE L'INSPECTEUR DE LA JEUNESSE A LA PROMOTION DES PIDEC

I°/- L'INSPECTEUR DE LA JEUNESSE : AGENT DE DEVELOPPEMENT

1.- Dans le Cadre d'une Collaboration avec les techniciens du Développement

2.- Par le Biais de l'initiation aux actions de développement

II°/- LA PLACE DE L'INSPECTEUR DE LA JEUNESSE DANS LES PIDEC

1.- A Travers une animation orientée vers le développement

2.- Par une Information et un Soutien auprès des promoteurs du Développement

CONCLUSION

Dans la vie des hommes, il y a des expériences déterminantes, parce que sources de méditations profondes, de réflexions permanentes pouvant aboutir à un idéal...

L'étude que nous nous proposons de faire ne relève guère d'une spécialisation quelconque que nous prétendons détenir dans le domaine du développement. Elle a été tout simplement suscitée par une expérience personnelle que nous avons vécue lors de notre stage pratique dans la Région de Kolda.

En effet, lors de notre séjour dans la nouvelle région de Kolda, nous avons eu à séjourner pendant une semaine dans un village de l'Arrondissement de Dabo: Médina Koundié. Le Programme de séjour prévoyait l'étude du projet intégré de Développement Communautaire (PIDEC) des jeunes du village.

Au terme de notre séjour et après d'intenses études du Projet, en étroite collaboration avec tous les jeunes et adultes du village, nos enquêtes et prospections ont révélé qu'aucun Inspecteur de la Jeunesse n'a participé ni à la mise sur pied de l'Association, ni à l'élaboration du projet alors que les autres services y avaient participé.

De toutes les multiples réalisations en faveur de la Jeunesse, dont les divers agents de notre Département sont les vaillants promoteurs, les jeunes de ce village n'ont profité d'aucun. Les jeunes affirment n'avoir jamais reçu un agent du Département, à plus forte raison une aide quelconque...

J'ai été frustré par ces observations pertinentes et j'ai promis à cette jeunesse, bien organisée du reste, de faire en sorte que les Inspecteurs de la Jeunesse, s'intéressent d'avantage aux projets intégrés de développement Communautaire comme le leur.

Je ne pouvais le faire qu'à travers une étude de ce genre et c'est là, la raison première du choix de ce sujet.

Désir de satisfaire une promesse, souci d'exhorter les collègues à la participation concrète et plus efficace à l'insertion des jeunes par le biais des projets de développement, souhait de voir les cadres de notre Ministère tous présents au rendez-vous du développement, voilà la game de raisons légitimes qui ont guidé le choix de ce redoutable sujet.

Le thème de la participation à l'insertion des jeunes et à la résolution de la problématique du développement Communautaire est complexe à plus d'un titre. Nous n'avons nullement la prétention de l'aborder en économiste ou en technicien du développement. Mais nous avons l'ambition fort légitime ^{de} marquer d'une empreinte ineffaçable la résolution des problèmes qui se posent à notre jeunesse.

Les enquêtes que nous avons menées auprès des jeunes du PIDEK de Médina Koundié nous ont suggéré de nombreuses interrogations qui nous ont tant agité et au terme desquelles une hypothèse générale se dégageait fréquemment: Les PIDEK, à l'image de celui de Médina Koundié, ^{ne} seraient-ils pas une solution à l'insertion des jeunes dans les circuits de production et dans cette perspective, l'Inspecteur de la Jeunesse ne devrait ^{il} pas être un agent résolument tourné vers le développement?

Notre étude nous amènera, à n'en pas douter à des conclusions. Nous ferons des propositions peut être modestes, mais ^{nous} serons convaincus d'avoir réfléchi sur des préoccupations de l'heure et non des moins importantes: l'insertion des jeunes dans les circuits de productions et la place de l'Inspecteur de la Jeunesse dans les projets de développement.

Mais toute fois, nous ne devons pas perdre de vue que l'état de développement auquel nous aspirons, est une notion qui mérite d'être clarifiée.

En effet, si très souvent on parle de développement économique et social des états, on peut néanmoins se demander si ce développement privilégie surtout la croissance économique des pays ou s'il valorise davantage la promotion sociale des nations. De même, s'agissant des moteurs du développement, l'on peut se poser la question de savoir s'il faut s'appuyer beaucoup plus sur les facteurs humains pour assurer le développement des pays du tiers monde. Voilà pourquoi, compte tenu même de la souplesse du contenu lié à la notion de développement, nous jugeons que la première préoccupation de chaque état^l devra être de choisir un type de développement qui cadre mieux avec les réalités de son environnement, les aspirations de sa jeunesse et les moyens disponibles.

Il reste entendu que ces pays sous développés se caractérisent, entre autre, par une jeunesse dont le taux est très élevé (Sénégal 60% environ de la population), par des moyens financiers inexistantes pour assurer un développement substantiel... Mais des projets de solutions peuvent être trouvés pour encadrer et orienter les jeunes davantage vers le développement.

C'est justement dans cette perspective que nous avons choisi d'axer notre étude autour d'un exemple de projet de développement communautaire qui est une structure de développement intégré que les jeunes de l'association du village de Médina KOUNDIE ont mis sur pied. Cette structure pourrait être compatible avec la nature des pays sous développés et pourrait résoudre le problème de l'insertion des jeunes. Dans la même perspective, nous souhaitons insérer l'inspecteur de la Jeunesse dans les équipes de techniciens du développement pour lui permettre une participation active à la promotion de telles actions de développement.

Pour mieux mesurer le degré d'adéquation de ce type de projet intégré de développement par rapport aux spécificités sénégalaises, nous essayerons avant tout d'étendre les connaissances que nous avons du cadre du pays. Il s'agira, ici, de rechercher principalement les traits caractéristiques du milieu géographique, les conditions économiques et les traits démographiques; en somme le cadre physique général et la situation sociale et économique du pays. Cette direction de recherche sera l'objet du premier chapitre de notre étude.

Notre ambition ne sera pas de parcourir à grands traits toutes les facettes du contexte physique et socio économique du Sénégal.

Nous nous arrêterons, dans un premier temps à la présentation des caractères les plus significatifs à notre sens; ensuite dans un second temps, nous tenterons de faire une analyse succincte de ce contexte afin, d'en tirer quelques renseignements essentiels que nous suggère notre étude.

Dans un second chapitre, notre étude tentera de définir la notion de développement, à partir des critères divers. Les objectifs du développement et sa problématique seront passé en revue pour nous permettre de nous poser une question et de tenter de lui trouver une réponse: pourquoi type de développement au Sénégal?

Ensuite, nous essayerons, de concrétiser nos réflexions à partir d'une étude de cas. Il s'agira ici de présenter, dans ses aspects essentiels le P.I.D.E.C de Médina KOUNDIE. Au paravant nous nous aurons un peu attardé sur la politique d'insertion des jeunes dont le projet nous semble être un modèle éloquent. Ce sera alors le troisième chapitre de notre étude.

Dans cette partie, nous verrons comment les jeunes du village de Médina KOUNDIE ont organisé leur projet intégré ; quel a été le rôle du CSR et nous donnerons quelques suggestions générales. C'est là une expérience qui n'a pas manqué de nous suggérer une toute autre idée de ce que pourrait être une action de développement dans les pays du tiers monde.

Il s'agira enfin, pour nous, d'insérer l'Inspecteur de la Jeunesse, dans le groupe des techniciens qui s'occupent de l'élaboration et du suivi des projets de développement comme celui de Médina KOUNDIE. Ce sera la seule voie, pensons nous, pour rompre avec les traditions uniques d'animation, d'organisation qui prédominaient dans les tâches de l'Inspecteur de la Jeunesse. Dans ce quatrième et dernier chapitre, nous nous évertuerons à montrer comment l'Inspecteur de la Jeunesse, par le biais de la collaboration, de la formation, de l'animation orientée vers les actions socio économiques, pourra s'approcher davantage des jeunes et parvenir à une participation active à leur insertion socio économique.

Ainsi, les conclusions auxquelles nous aboutirons dans cette étude participative partent certes des réalités du Sénégal, mais elle nous permettront, dans une certaine mesure, d'avoir quelques éléments utiles pour une appréciation critique du processus du développement dans les autres pays peu développés du tiers monde.

Les enseign^{ements}~~ants~~ que nous aura donné cette étude n'auront aucun caractère fini ni absolu car le développement, en s'appliquant ^{sur} des variables^s telles que l'économique et le social, est plutôt une notion dynamique qui élimine toute fixité.

(HAPITRE PREMIER :

(ADRE PHYSIQUE ET SITUATION

/ OCIO ECONOMIQUE DU SENEGAL

Le Développement dans sa conception globale, comporte un aspect économique et un aspect social. Le premier se mesure par le taux de croissance économique alors que le second est la résultante de la qualité de vie des populations.

Mais le Développement économique et social d'un Etat se conçoit dans un cadre physique, propre à l'Etat considéré. C'est pourquoi, pour parler des problèmes de développement du Sénégal, nous avons pensé devoir présenter son cadre physique et sa situation économique. Nous mettons l'accent, surtout sur les aspects physiques et économiques les plus marquants; ceux en rapport direct avec notre étude axée sur le développement, l'insertion des jeunes et la place de l'Inspecteur de la Jeunesse dans cette lutte pour la survie des peuples.

Nos sources d'information demeurent essentiellement:

- le VI^e plan de développement économique et social du Sénégal (1981 - 1985)
- le VII^e plan de développement économique et social du Sénégal (1985 - 1989)
- Situation économique du Sénégal 1980 de la Direction de la Statistique.

I°/- LE CADRE PHYSIQUE DU SENEGAL

A°)- PLUVIOMETRIE ET DESERTIFICATION

Le Sénégal est situé dans la zone sahélienne. Il subit, comme tous ses homologues de la zone, les méfaits de la sécheresse née des irrégularités des pluies dans cette Région.

.../...

C'est ainsi qu'on peut remarquer " une dépendance presque totale de l'agriculture de la pluviométrie dont les cycles, depuis 1960, définissent des phases très contrastées de récession et de redressement, perturbent la mise en oeuvre d'une politique agricole à long terme et rendent aléatoires les travaux de perspective. L'année climatologie "normale" devient l'exception. La pluviométrie reste encore le premier facteur de productivité" (VI^e § PDES p. 71).

Quant à la désertification; nous remarquons les " Ecosystèmes naturels du pays et l'ensemble des ressources végétales et animales sauvages ont été soumises à des conditions particulièrement difficiles, qu'il s'agisse du climat ou des pressions exercées sur l'homme " (VI^e § PDS p. 147). C'est alors là un ensemble de phénomènes qui dégrade le cadre physique et milite en défaveur de toute action de développement agricole.

B°)- HYDROGRAPHIE ET IRRIGATION

Situé dans la frange au sud du sahara où les précipitations sont irrégulières et de plus en plus rares, le Sénégal possède néanmoins d'importants cours d'eau: le fleuve Sénégal, la Casamance, la Falémé est une partie importante de la Gambie. Ces importants cours d'eau pourraient arroser une surface inestimable de terres.

Dans cette perspective, nous notons aussi que le Sénégal, "malgré sa situation sahélienne, dispose d'un important potentiel d'eau et de terres irrigables dont la mise en valeur est liée à la régularisation du débit du fleuve par le barrage de Manantali et à l'arrêt des intrusions salines par le barrage de Diama".

En haute Casamance, le bassin de l'Anambé est susceptible de permettre un aménagement de 15 000 ha" (VIè PDES p.83).

II°/- SITUATION SOCIO ECONOMIQUE

A°)- CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES:

1°/- La Population jeune:

Les indications suivantes tirées du VIè plan de développement économique et social nous donnent une idée exacte de la répartition de la population jeune:

0 à 4 ans	18, 28 %
5 à 9 ans	12, 74 %
10 à 14 ans	12, 23 %
15 à 19 ans	9, 35 %
20 à 24 ans	8, 91 %
25 à 29 ans	7, 57 %

Ainsi, plus de 64,48 % de la population Sénégalaise ont moins de 30 ans, donc encore très jeune. C'est pour ainsi dire que la population du pays offre aux éducateurs que nous sommes assez de matières premières pour travailler.

De ces indications, le plan cité plus haut, dégage une vision encore plus nette des jeunes et adultes en âge de travailler (fourchette 15 - 64: population en âge d'activité):

15 à 19 ans	9, 35 %
20 à 24 ans	8, 91 %
25 à 29 ans	7, 57 %
30 à 34 ans	5, 55 %
35 à 39 ans	5, 87 %

.../...

40 à 44 ans	5, 02 %
45 à 49 ans	3, 90 %
50 à 54 ans	2, 74 %
55 à 59 ans	2, 35 %
60 à 64 ans	1, 77 %

Nous constatons que la population en âge de travailler représente 54,01 % de la population totale. La population jeune y occupe 30 % environ.

Ceci est éloquent à plus d'un titre: les jeunes sont très nombreux (+ 50 % de la population); ceux en âge de travailler et de participer au développement du pays (+ 30 % de la population en âge d'activité) constituent encore une tranche très élevée par rapport aux structures conventionnelles d'insertion disponibles. C'est là un aspect très important de la démographie des pays du Tiers Monde, d'une façon générale.

2°)- La Population Rurale

La Population du Sénégal contient une grande proportion de ruraux; plus de la moitié des habitants du pays vivent dans la campagne. Malgré l'exode rural, le taux d'accroissement de la population rural est élevé: 2,1 % par ans (VIè PDES P. 97). Cette population représente près de 70 % de la population totale. Le Sénégal est donc un pays de ruraux. Ces ruraux sont surtout des agriculteurs, éleveurs et pêcheurs.

Nous ne pouvons pas parler de population rurale sans dire quelques mots sur un phénomène migratoire ancien et très répandu dans le monde; surtout dans les pays en développement: l'exode rural.

.../...

C'est un indice révélateur du contexte socio économique Africain en général et sénégalais pour ce qui concerne notre étude.

Nous notons que: "la forte concentration de la plus part des activités économiques, des infrastructures sanitaires et de transports, des équipements collectifs dans la région de Dakar, explique l'important dynamisme démographique de la région. Elle constitue ainsi un pôle d'attraction favorisant le déplacement des populations vers elle". (PDES p. 37).

Le même phénomène migratoire est constaté dans les autres régions: les ruraux quittent les interlandes au bénéfice des zones urbaines régionales ou départementales. Ces flux migratoires peuvent engendrer les effets suivants:

- Une zone littorale à forte densité de population et en certains endroits on peut rencontrer de sérieux problèmes de surpeuplement. C'est le cas du bassin arachidier où la raréfaction des terres de cultures oblige les ruraux à aller dans les zones littorales.

- Le sous peuplement de la zone intérieure: sénégal Orientale et ferlo.

- Une baisse de rendement et d'envergure des principales activités économiques (agriculture, élevage) de la quasi totalité des régions.

" Les causes de cet exode sont diverses: insuffisance des revenus monétaires tirés de l'agriculture, écart des niveaux de vie en ville et en campagne, désaffection de l'agriculture par les jeunes ayant échoué à l'école et qui aspirent à un emploi rémunérateur de la population rurale pendant une partie de l'année". (VI^è PDES p. 16).

.../...

B°)- L'AGRICULTURE DANS L'ECONOMIE SENEGALAISE

1°/- Place de l'Agriculture

Pays situé dans la zone sahélienne, formé essentiellement de ruraux agriculteurs, le Sénégal a une Economie fortement tributaire de l'état de l'Agriculture: " le Puls de l'économie sénégalaise bât au rythme de celui de l'agriculture dont le comportement conditionne l'ensemble des autres secteurs. Ceci pour dire l'importance considérable des activités agricoles tant du point de vue de la proportion de la population qu'elles occupent (70 % de la population totale) que de celui de leur contribution dans la production intérieure Brute* (VIè PDES p. 123).

Toujours dans ce même ordre d'idées, nous pouvons ajouter que : " l'évolution des séries statistiques entre 1960 et 1980 montre:

- * qu'une forte corrélation existe entre le développement de la valeur ajoutée agricole et celle de la production intérieure brute: l'agriculture demeure le moteur de l'économie nationale...

- Que la croissance annuelle de la valeur ajoutée agricole, de 50 % en francs courants, résulte essentiellement de l'effet des prix agricoles, qui ont augmenté de 4, 3 % par an, en moyenne, sur cette période " VIè PDES p. 70).

2°/- Déficit alimentaire et revenu rural.

Les cycles de sécheresse se sont multipliés dans cette zone sahélienne et l'agriculture sénégalaise en a souffert depuis deux décennies. De cette souffrance est né le déficit alimentaire et l'affaiblissement de revenu du paysan.

Le déficit alimentaire se présente de façon très marquante et on estime que " le déficit vivrier structurel prend de l'ampleur et grève lourdement la balance commerciale. La dépendance de l'agriculture des aléas climatiques n'a pas varié, les productions sous aménagements hydro-agricoles restent marginales (7 % de la production céréalière)... "(VI^e PDES, p 70).

Nous pouvons ajouter que : " depuis 1960, l'évolution tendancielle en faible hausse (1,6 %) marque un recul de 5 % de la production céréalière entre le IV et le V plan. Compte tenu du taux de croisement démographique, la disponibilité en céréales locales par habitant a diminué de 7,5 % entre le IV^e et le V^e plan, bien que les céréales aient beaucoup mieux résisté que les cultures de rente aux conditions climatiques des trois dernières années". (VI^e PDES, p. 79).

La demande urbaine, fortement axée sur les produits importants, provoque, à elle seule, 70 % du déficit alimentaire. Mais, fait préoccupant, le milieu rural n'est plus autosuffisant.

De ce point de vue, la problématique de la politique vivrière du Sénégal se pose en termes de:

- Une production céréalière, dont le taux annuel de croissance (1,6 %) reste largement inférieur à celui de la population (2,8 %).

- Un système de prix qui, bien que révisé, n'incite pas le producteur à dégager des excédents commercialisés.

Même si l'Agriculture est le moteur de l'économie, il y a des phénomènes qui affaiblissent le revenu du paysan. On remarque ainsi:

.../...

- Un recul de la productivité par actif rural (0, 7% par an).

- Une détérioration de la situation des agriculteurs, marquée au niveau de l'ensemble du secteur primaire, par la progression de la pêche, dans la moindre mesure, de l'élevage.

Nous notons ainsi que " le revenu rural par capital s'est accru de 8 % par an depuis 1967. Cette hausse n'a pas suivi l'évolution des prix. En terme constant, le revenu national par habitant décroît, en moyenne, de 1,0 % par an depuis 13 ans... La disparité des revenus entre ruraux et urbains s'accroît" (VI^e PDES, p. 74).

La présentation du cadre physique et de la situation économique, à la lumière des plans de développement économique et social, suscite une analyse en profondeur du caractère général, des dispositions favorables et défavorables du contexte géophysique et socio-économique du Sénégal. Pour toute perspective de développement, une telle analyse s'avère nécessaire telle une étude du milieu.

III°/- ANALYSE DU CONTEXTE GEOPHYQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE DU SENEGAL

A°)- CARACTERE GENERAL

La présentation du contexte physique et socio-économique que nous venons de faire révéler que le Sénégal se présente comme un pays à très forte vocation agricole. Ce caractère dominant du pays est reflété, d'une part, par la composition de sa couche de population dont, près des 3/4 sont des ruraux ayant comme occupation principale l'agriculture.

.../...

D'autre part, il se traduit par la grande place des revenus agricoles dans la production intérieure brute du Sénégal. L'état des ressources tirées de l'agriculture conditionne dans une très large mesure l'ensemble des autres secteurs socio-économique de ce pays.

B°)- LES INCONVENIENTS ET LES AVANTAGES

1°/- LES INCONVENIENTS

Le Sénégal se heurte à un certain nombre de facteurs défavorables dont entre autres l'irrégularité des pluies, la désertification, le déficit alimentaire, l'insuffisance de moyens financiers, la baisse du revenu rural par habitant, l'exode rural...

Tous les inconvénients ainsi cités gravitent autour d'un malaise central: l'irrégularité des pluies. En effet, si les cultures sous aménagements hydro-agricoles n'assurent qu'environ 7 % de la production céréalière, nous voyons déjà combien l'état de la pluviométrie va largement conditionner l'autre proportion restante et même les récoltes des cultures de rente, singulièrement l'arachide.

La physionomie du secteur agricole semble donc dépendre étroite^{ment} de la qualité des précipitations annuelles.

Ainsi, qu'est ce qui arriverait au Sénégal en cas de très mauvais hivernage ?

La première conséquence et non la moins grave sera à mon avis la baisse très accentuée des ressources tirées de l'agriculture. La seconde serait alors la baisse de la production intérieure brute.

.../...

Cela se justifie par le fait même de la dépendance de l'économie du pays, du comportement du secteur agricole.

Dès lors, cette situation va se ^{refléter}cuter sur les possibilités financières qui, par conséquence vont s'amoindrir dans une large mesure. Le revenu rural par habitant chutera aussi inévitablement. Le fossé entre le niveau de vie des citadins et de celui des ruraux se creusera davantage pour ajouter une note ^{de} plus au malaise des pays. Il est presque évident que l'exode rural sera alors la conséquence inéluctable de ce climat de frustration du monde paysan.

Nous sommes ainsi en présence d'une chaîne de phénomènes liés les uns aux autres et dont l'origine est la baisse du niveau des pluies.

Peut-on justifier la baisse du niveau des pluies par la désertification ou vice versa ? C'est là, un débat quelque peu technique et qui dépasse nos compétences. Nous pensons néanmoins que les phénomènes dont nous avons parlé sont plus ou moins interdépendants et qu'une politique de maîtrise de l'eau devrait aller de pair avec la reconstitution des écosystèmes naturels et des ressources végétales du pays.

A l'aube de la nouvelle politique agricole initiée par le gouvernement, les autorités chargées du secteur agricole ont déjà pensé à cela. Les multiples forages, ^{les} puits, les réalisations dans le domaine de la protection de la nature tels que les bois, les pépinières, les retenues des ^{des} dunes, les barages, les brises vent et autres sont un témoignage éloquent du désir des autorités de reconstituer les écosystèmes et de lutter pour maîtriser l'eau.

.../...

2°/- LES AVANTAGES

Si, comme nous venons de le voir, le Sénégal est secoué par un malaise général né de l'irrégularité des pluies, il possède cependant un riche potentiel d'eau et de terres irrigables. Il reste à savoir si ce privilège a été bien exploité par le pays.

Nous sommes tentés de répondre par la négative car, bien que ce pays souffre d'un lourd déficit alimentaire à tous les niveaux, les cultures irriguées ne fournissent qu'un faible taux de la production céréalière (7 %). Nous savons pourtant que l'alimentation est à base de céréales surtout.

L'autre avantage du contexte géophysique et économique du Sénégal est la jeunesse de la population.

C'est là un atout non négligeable qui échappe très souvent et maintenant de plus en plus à certains pays occidentaux (la France notamment) qui subissent désastreusement les contrecoups d'une limitation prolongée des naissances dont la conséquence est sans nul doute le vieillissement des populations de ces états. C'est donc clair et juste que le Sénégal dispose de ressources humaines non négligeables.

Nous aimerions rappeler ici que les ressources financières et les facteurs humains sont les principaux moteurs économiques. Nous précisons aussi que si les facteurs financiers sont souvent nécessaires, les moyens humains pèsent néanmoins de tout leur poids sur les conditions requises pour la promotion économique et sociale des états.

En récapitulant, nous nous rendons compte que, s'agissant des inconvénients du contexte physique et socio-économique sénégalais, l'irrégularité des pluies demeure le facteur déterminant, la source de tous les maux qui ébranlent le pays.

De même, du point de vue économique, la plus lourde conséquence de cet état de fait est le retrécissement des possibilités financières du Sénégal.

Si à présent nous considérons ces deux réalités négatives en rapport avec les avantages, nous nous rendons compte que nous sommes en présence de deux couples de faits: irrégularité des pluies - important potentiel d'eau, d'une part et insuffisance de moyens financiers - important potentiel humain, d'autre part. Les différents éléments de chacun de ces deux couples, s'ils ne sont pas inter-changeables, sont au moins complémentaires.

En effet, on aurait pu, compte tenu même de la carence constatée en pluviométrie et en facteurs financiers, envisager de juguler ces deux manques en les remplaçant respectivement par l'exploitation du potentiel d'eau et l'utilisation des ressources humaines.

Nous n'irons pas jusqu'à proposer cela? Nous pensons plutôt que l'on devrait, en plus des activités rurales sous pluie, exploiter le riche potentiel d'eau et de terres irrigables pour promouvoir les cultures irriguées.

De même, on devrait, tout en visant le renforcement des possibilités financières du pays, utiliser à bon escient les ressources humaines qui dorment au sein de la population Sénégalaise.

((APITRE II :

// E DEVELOPPEMENT AU SENEGAL :

((HOIX ET PROBLEMATIQUE :

La Crise. Le concept recouvre notre ignorance et notre désarroi. Nous y sommes plongés, Nord comme Sud. Etrange et tragique conclusion de ces dix années que les Nations-Unies proclamaient, en 1970, "décennie du développement." Crise de la croissance et crise du développement, à la fois. Ce diptyque, selon la façon dont on le construit, laisse apparaître, la contradiction radicale entre les discours et théories qui s'attachent à l'élucidation de notre drame commun. Les uns allèguent la prééminence des causes tenant au dérèglement des circuits de production et du commerce qui vient bloquer la croissance générale. Pas de développement sans produits et revenus à répartir. En rétablissant la croissance, on retrouvera le chemin du développement pour tous, après avoir purgé, ~~é~~curé, réparé la machine à produire. Les autres, s'ils ne tiennent pas toujours un discours contraire, prennent les choses par l'autre bout. La croissance, pour eux, est malade parce que les objectifs de la production ne sont plus maîtrisés. La machine est devenue folle, et c'est en répartant d'un projet de développement que l'on pourra venir à bout d'une crise qui n'est pas d'abord crise de l'économie, mais crise de société.

ROLAND COLIN

Revue " Recherche Pédagogie et Culture"

Page 8 - N° 59-60, Octobre- Décembre 82)

La lecture de ce paragraphe extrait de la revue " Recherche Pédagogie et culture illustre l'idée que, dans ce dernier quart du vingtième siècle finissant, nul ne peut parler de développement sans se référer à la crise que la société traverse depuis bientôt deux décennies: crise du développement il est vrai mais crise de société également.

.../...

- La crise du développement est la résultante logique de la crise des matières premières: le pétrole, le dollar et les autres produits d'importations...

Toutes ces crises, dans leur majorité écrasante ne sont que les conséquences des multiples conflits armés, véritables images des ambitions des grandes puissances qui, en mal de colonisation, de dénomination, cherchent, par tous les moyens, à rester maîtres de l'univers...

- La crise de société est elle aussi une conséquence du développement scientifique et technique, une conséquence de la crise des systèmes éducatifs et surtout une conséquence de la pauvreté, de la famine, de l'ignorance, particulièrement dans les pays sous développés du Tiers Monde.

Enivrés par les mirages des villes, réveillés par une instruction souvent incomplète, les jeunes ne veulent plus rester dans les campagnes qui sont devenues très peu propices aux activités agricoles par suite de la rareté des pluies. Plus grave encore, les traditions, les coutumes, les valeurs ancestrales ne sont plus fiables. Tout le monde est attiré par la recherche du profit. La force de l'argent entraîne ainsi les jeunes comme les adultes vers les horizons divers, pleins ^{d'}embûches le plus souvent. Gagner de l'argent par tous les moyens devient la devise qui fait fi de toutes les valeurs, de toutes les vertus ancestrales de nos sociétés africaines tels que le Jom, le Kersa, le Muñ, le Jumb...

La nouvelle société plonge aussi dans un univers où tout est permis et la morale et ses principes sont relégués au second plan. La religion même devient une arme pour dominer, exploiter et s'enrichir, sacrifiant ainsi la foi l'amour du prochain et l'attachement au travail à la dignité et à la valeur de la personne humaine, ses véritables fondements de jadis. C'est là une véritable crise de la société...

I°/- POURQUOI TYPE DE DEVELOPPEMENT AU SENEGAL

A°)- NOTIONS DE DEVELOPPEMENT

Les notions de développement appliquées à des peuples ou à des nations sont multiples et complexes, et beaucoup plus profondes que ne le supposent les apparences.

Il y a un développement moral et spirituel intérieur, toujours sensible mais jamais palpable.

Il y a un développement physique et matériel, exclusivement extérieur et facilement mesurable.

Le premier, partout présent chez les hommes, se^{em}ble également réparti à travers le monde, mais revêt quelque fois des teintes plus délicates et plus tenues chez certains peuples sans qu'on puisse d'ailleurs le munir en général ni d'une " loi d'ordre ", ni d'une " mesure" acceptable.

Le second qui n'est pas nécessairement lié au premier, résulte principalement d'un développement scientifique et technologique fortement accentué. Il est facilement mesurable et une bonne jauge peut en être fourni, pour une nation, par le niveau moyen des connaissances scientifiques et techniques des citoyens, par la puissance de créativité de ces derniers et leur aptitude à transmettre les connaissances disponibles.

Ce second type de développement, tourné essentiellement vers la créativité, l'imagination; vers la recherche, en ^{en} somme des voies et moyens pour solutionner les problèmes qui se posent à tous les citoyens pour leur mieux être social, celui là est un véritable développement social et économique; celui dont rêvent encore nos pays.

.../...

Dès lors, une politique judicieuse de créativité scientifique, de recherches permanentes, doublée d'un bon système de transmission des connaissances, des solutions trouvées, à toutes les générations, conduit à l'acquisition de puissants outils d'analyse indispensables à tout développement physique.

Ces deux sortes de développement indiquées, définissent les composantes d'un développement global. Lorsque ces composantes sont très fortes et également riches, ce développement global engendre un développement intégral dont le but, en définitive, est d'assurer à l'homme " objet et fin du développement", une maîtrise totale sur soi et sur la nature afin de toujours se dépasser en se dominant sans toujours asservir.

Le développement intégral doit être, dès lors, le fondement d'un humanisme nouveau qui instaurera un nouvel ordre social économique, culturel par une sorte d'équilibre dynamique entre les besoins sociaux, spirituels et culturels.

Aujourd'hui, l'obsession des peuples et des nations, principalement les déshérités, c'est le développement physique et matériel, faute sans doute de réflexions profondes qu'il faudra bien entreprendre un jour, quand tous les pays auront acquis, dans quelques générations, des niveaux économiques, sociaux et technologiques équivalents.

Mais, il faudrait remarquer que plus on réfléchit sur le terme développement, mieux on se persuade que le développement tel qu'il est conçu par l'Occident ne s'adapte très souvent, parfaitement aux pays sous développés.

Vous conviendrez avec, certes, qu'un développement fondé sur la croissance mais qui plonge l'homme dans un monde auquel il s'adapte difficilement n'est pas un véritable développement.

Le développement ne doit, en aucune façon déshumaniser l'homme. Quand il engendre l'individualisme, restreint la famille traditionnelle, méconnaît la solidarité, fait disparaître les croyances religieuses et installe l'intolérance, il ne sied pas avec la nature de l'homme africain. Le développement qui améliore la qualité de la vie de la population concernée, qui s'appuie également sur les valeurs traditionnelles et permet à l'homme, tout en améliorant ses conditions de vie, de retrouver sa personnalité propre, ce développement endogène est celui pour lequel nous luttons, en tant que africains, soucieux du mieux être de nos sociétés.

Ce bref survol des différentes notions de développement éclaire, plus d'un quand à la variété des notions. Chaque peuple, chaque société, dans le temps et dans l'histoire comme dans la culture et les aspirations peut définir son type de développement. Ainsi, pour les pays africains, le développement endogène, parce que humaniste serait celui qui pourrait promettre des lendemains enchanteurs à nos populations.

B°)- QUE DOIT VISER UNE ACTION DE DEVELOPPEMENT AU
SENEGAL?

Nous venons de voir que se rapportant aux États, le mot développement pourrait avoir plusieurs contenus. On parle ainsi souvent de développement économique et social des États. Ainsi l'économique et le social seraient les principaux objectifs dans ce domaine.

Si nous considérons les objectifs à atteindre, le développement peut, d'une part, se mesurer par le degré de croissance économique d'un pays envisagé.

.../...

De ce point de vue, l'état le plus développé sera celui dont le revenu par tête d'habitant est le plus élevé. Ici, on se souciera peu de l'état de la répartition des biens économiques au sein des membres de la Communauté. La disparité des revenus au niveau des individus aura beau être criante, un pays dans ce cas sera toujours dit développé quand son revenu par habitant est assez élevé.

D'autre part, le niveau de développement d'un état peu de mesurer, non pas seulement par son degré de croissance économique, mais encore et surtout par la qualité de vie des membres de la société considérée. Ici l'accent est mis sur l'état de disponibilité des services de l'état à l'égard des membres de la Communauté. Ainsi, dans ce cas, le niveau de développement d'un pays se mesure par le degré de jouissance de chaque citoyen des biens et services de l'état considéré.

Autrement dit, l'objectif fondamental visé ici est la satisfaction des besoins des membres de la société, et les actions de développement sont conçues dans une telle perspective.

Si maintenant, nous considérons les moyens à mettre en oeuvre pour parvenir à un état assez élevé de bien être matériel et social des pays, le développement, dans cet autre cas, peut se concevoir de plusieurs manières:

D'une part, on peut l'envisager en mettant en avant ses possibilités financières de l'heure. Ainsi, on se souciera peu de ses capacités en moyens humains. Les projets de développement sont alors conçus et réalisés sans trop tenir compte de l'élément humain et des besoins du moment de la grande partie de la société. Ce qui est surtout visé, c'est la croissance économique, c'est le relèvement de la production intérieure brute, et cela par tous les moyens.

D'autre part, on peut l'envisager en mettant cette fois en avant ses possibilités en moyens humains. On accordera alors une moindre importance à ses capacités en moyens financiers de l'heure. C'est l'élément humain qui sera ici valorisé. Les projets de développement sont alors conçus et réalisés en tenant surtout compte des besoins prioritaires de la communauté. Dans ce cas on fera appel à la participation effective des populations à l'effort de développement.

Sur un tout autre point de vue, le développement d'un état peut se mesurer en tenant compte de son niveau d'industrialisation. Le pays le plus développé, dans ce cas, sera celui qui aura le plus grand nombre d'unités industrielles.

Et nous passons ainsi sur d'autres critères d'estimation du degré de développement des états. Nous voyons une fois encore, combien la notion de développement est souple et multiforme.

Il faut savoir, dès lors, compte tenu du contexte physique et socio économique du Sénégal que nous avons présenté et analysé ce qui doit motiver notre pays dans son choix pour une forme de développement.

Une action de développement pensons-nous, doit pouvoir aplanir les difficultés économiques et les problèmes socio culturels auxquels l'état est confronté afin de mieux le promouvoir. Cette action doit en outre pouvoir assurer la reconstitution et la préservation des écosystèmes et des ressources végétales.

Dès lors, toute forme de développement en usage au Sénégal doit tenir compte de:

- Son caractère doublement agricole (économie et population):

.../...

- l'irrégularité de sa pluviométrie;
- son potentiel d'eau et de terres irrigables;
- son riche potentiel en ressources humaines;
- l'insuffisance de ses moyens financiers;
- la désertification
- son déficit vivriers;
- l'exode rural...

Ainsi une action de développement au Sénégal devra utiliser judicieusement ses immenses ressources humaines et son important potentiel d'eau et de terres irrigables pour combler ses insuffisances en moyens financiers et en pluviométrie, afin de promouvoir son agriculture et par conséquent l'ensemble de tous les autres secteurs. La lutte contre la désertification et la sauvegarde des valeurs socio-culturelles devront être inscrites parmi les priorités.

Dans le type de développement qui se dessine ainsi, ce sont les facteurs humains qui seront le premier moteur du développement. Par conséquent, on doit pouvoir, dans ce cas, trouver une méthode adéquate pour mettre en mouvement le riche potentiel humain du pays, les jeunes en particulier.

Les autres secteurs: santé, éducation, industrie, pêche, élevage ne seront pas, du reste, négligés ni mis en veilleuse. Nous pensons seulement que, puisque nous avons déjà vu que " le pouls de l'économie Sénégalaise bat au rythme de celui de l'agriculture dont le comportement conditionne l'ensemble des autres secteurs", une priorité devra être accordée à la promotion du secteur agricole du monde rural; heureusement que les multiples réformes initiées depuis quelques années (nouvelles politiques agricoles...) ne l'on pas perdu de vue.



Les objectifs de toute action de développement dans notre pays que nous venons de définir nous amènent à poser la question de savoir quel type de développement serait plus compatible avec les réalités de ce pays.

C°/- QUEL TYPE DE DEVELOPPEMENT POUR LE SENEGAL:

L'étude du contexte physique et socio économique du Sénégal nous a amené à dégager les principaux facteurs qui devront déterminer ce pays dans son choix pour un genre de développement à la mesure des conditions de son environnement géographique et humain.

A ce niveau de notre étude, nous avons mesuré la nécessité pour le Sénégal de pouvoir, en plus des activités agricoles sous pluies, développer les cultures dans le cadre des aménagements hydro agricoles. Nous avons alors retenu que ce pays, compte tenu de sa faiblesse en moyens financiers, devrait exploiter davantage son riche potentiel humain pour développer son agriculture et promouvoir son monde rural. De même nous avons constaté que le Sénégal doit inscrire parmi ses priorités l'autosuffisance alimentaire, la lutte contre la désertification et l'exode rural.

Dès lors, nous pensons que, pour réaliser ces objectifs, il convient d'organiser les moyens humains que sont les populations essentiellement rurales.

La seule voie que nous pensons la meilleure est la création de projets intégrés de développement communautaire. En plus des cultures pendant la saison des pluies, les sociétaires des projets réserveront une grande part à la culture du riz, au maraîchage qui sont des activités liées à l'utilisation du potentiel d'eau et des terres irrigables que recèle le cadre physique du pays.

.../...

Cette dimension des activités rurales offre ainsi une issue nouvelle vers l'accroissement de la production agricole et l'autosuffisance alimentaire. Dans les projets, outre les activités énumérées plus haut, on peut s'adonner à la lutte contre la désertification grâce à des sous-projets "verger", "champ d'anacardium", "lutte contre feu de brousse"... Durant toute la saison sèche, grâce aux diverses activités menées dans le cadre du projet, les jeunes resteront dans le village et éviteront ainsi l'exode rural.

La désertification des cultures, la lutte contre le chômage, la désertification, la résolution du problème de l'emploi non salarié, le maintien des jeunes dans leur terroir, l'utilisation des potentiels d'eau et de terres irrigables... Sont autant d'activités que l'on pourrait mener dans les projets intégrés de développement communautaire et qui peuvent dans une large mesure, régler une bonne partie du développement du Sénégal, tout au moins en milieu rural.

C'est là autant de raisons qui permettent de dire que les projets de développement peuvent bien être une réponse au besoin du Sénégal de trouver une forme de développement à la mesure de ses moyens et de ses préoccupations.

Le facteur déterminant dans ce type de développement est l'élément humain (les jeunes). Seulement, nous notons que cet élément humain, qui doit servir de moteur à la promotion des secteurs socio économiques du Sénégal, n'est pas un outil facilement manipulable. Ce n'est point cette machine que l'on peut actionner à volonté. En effet, si l'on opte pour ce type de développement basé sur l'utilisation des ressources humaines d'une communauté et qui est très souvent appelé "développement communautaire", il n'est pas permis d'ignorer certains principes fondamentaux liés à ce genre d'activité économique.

Voilà pourquoi nous jugeons qu'il serait utile de clarifier ici la problématique du développement communautaire.

II*/- PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE:

Au cours de notre étude, le développement nous est apparu comme étant un tout qui concerne à la fois l'économique, le social et le milieu physique.

Quant au développement communautaire, en plus des aspects que nous venons d'évoquer, il en embrasse encore plusieurs autres parmi lesquels le facteur psycho-sociologique est le plus important, à notre sens.

S'agissant du Sénégal, nous nous contenterons de noter ici les aspects que nous croyons être les plus marquants de la problématique du développement communautaire.

A*)- La Notion de Développement Communautaire:

Pour élucider cette notion, nous nous référons avant tout à la définition donnée par l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 1956: " Le développement communautaire est un ensemble de procédés qui permettent aux habitants d'un pays d'unir leurs efforts à ceux des pouvoirs publics en vue d'améliorer la situation économique, sociale et culturelle des collectivités, d'associer ces collectivités à la vie de la nation et leur permettre de contribuer au développement du pays".

Dans ses principes généraux la notion de développement communautaire est reprise par beaucoup d'autres sous des appellations différentes. C'est ainsi qu'on parle de " développement auto-centré", de " développement participé". GUY BELLONCLE utilise le concept de " développement à la base " GUIMBELA DIAKITE, quant à lui, emploi le terme de " développement à la carte" qu'il définit ainsi:

.../...

" Le développement à la carte ou développement communautaire vise à associer les populations à leur propre développement par les moyens dont elles disposent, grâce à l'organisation, l'information et à la formation." (Développement à la carte - Diakité Guimbéla NEA p. 78).

Les deux définitions données par l'ONU et Diakité précisent clairement la notion de développement communautaire. Nous pouvons retenir que ce type de développement cherche à responsabiliser davantage les populations pour l'amélioration de leurs conditions socio économiques et culturelles.

Ainsi, ce n'est plus la croissance économique qui est visé exclusivement. Le développement communautaire cherche à épanouir intégralement des populations à qui on aura favorisé la satisfaction de leurs besoins avec leur participation active.

Ce type de développement repose alors sur une pédagogie du développement basée sur l'intérêt et la motivation des populations. Ainsi la meilleure méthode pour obtenir l'adhésion totale des collectivités aux programmes de développement est celle qui tient compte des besoins de celles-ci.

Les projets intégrés de développement communautaire mobilisent tous les sociétaires parce que les préoccupations prioritaires des villageois ont été prises en considération par les différentes activités des projets.

Dans le domaine communautaire, la mobilisation des moyens humains appelle aussi à l'organisation, à l'information et à la formation de la population. Il faut pouvoir organiser les facteurs humains autour des programmes de développement, les informer et les former dans le sens de leur participation efficace.

.../...

Nous constatons que le problème posé par la définition de Diakité est une invitation au renforcement des structures d'encadrement du monde rural. En effet, le développement communautaire ou développement à la base, nécessite la participation active des techniciens des secteurs socio économiques de l'état à l'édification des programmes de développement, avec les populations concernées.

Dès lors, se pose nécessairement le problème de la décentralisation des services techniques pour une bonne réussite de l'encadrement des populations.

1. B*)- La Décentralisation des Services Techniques pour une Bonne Promotion du Développement Communautaire.

Un développement de type communautaire ne peut s'appliquer au Sénégal si les programmes liés à la promotion du monde rural se conçoivent, s'analysent et tentent de se réaliser loin de la grande masse des populations de ce pays.

Les services compétents au niveau de l'état, de la région, du département ou de la sous préfecture peuvent concevoir des projets de développement bien ambitieux qui pourraient profiter à long, moyen ou cours terme, à chaque Sénégalais. Dans ce cas pourtant, ni les responsables gouvernementaux, ni les autorités régionales, départementales et autres ne sont assurées d'intéresser l'ensemble des populations qui sont élaborés.

Cette réalité, l'état sénégalais l'a perçue quand il a tenté de décentraliser ses services jusqu'au niveau de la communauté rurale. C'est là un effort louable qui mérite d'être salué.

Seulement nous estimons que cette décentralisation jusqu'à la communauté rurale est juste suffisante pour ce qui est des services techniques administratifs? Par contre, s'agissant des services à caractères techniques, de l'état, notre point de vue sera autre. Nous pensons là à tous les services rattachés aux Ministères du développement social, du développement rural, de la santé, de la Jeunesse et des Sports, de l'Education Nationale, de la protection de la Nature, du Secrétariat d'Etat aux ressources animales...

En effet, en arrêtant la décentralisation à la communauté rurale, on risque de retomber sur l'insuffisance, voire l'inadéquation qu'on avait déjà constatée sur la prestation de ces mêmes services quand ils étaient placés aux Chefs-lieux des régions, des départements ou des Arrondissements.

Nous rappelons que notre souci c'est de pouvoir intéresser chaque sénégalais afin de l'amener à adhérer, presque spontanément, à l'effort de développement national.

Pour cette raison, nous pensons que le recensement des besoins au niveau de la communauté rurale pourrait encore mettre en veilleuse des préoccupations urgentes de certains sénégalais dans le cadre de leur village.

Nous sommes partis du constat que les services compétents de la communauté rurale édifient généralement des programmes d'action à partir des priorités qui se sont dessinées quand on considère les villages du secteur pris dans leur globalité. C'est ainsi que certains besoins jugés non prioritaires peuvent ne pas être pris en considération dans ce choix. Dans ce cas alors, est-on certain de pouvoir compter sur la participation effective des habitants de ce village? Est-on sûr d'obtenir leur adhésion aux programmes édiflés à partir des priorités de la communauté rurale

Ainsi, notre sentiment est que les services doivent davantage faire corps avec les populations de chaque village. Notre conviction demeure que les agents techniques basé au niveau de la communauté rurale ne prennent pas seulement en considération la synthèse des besoins et des possibilités économiques des groupements villageois pris dans leur ensemble. Ils devront aussi et surtout attacher une attention particulière aux préoccupations et potentialités socio économique de chaque village, pour construire avec les populations de chaque localité rurale des programmes de développement qui répondent à leurs besoins.

Nous ne demandons pas l'installation dans chaque village d'une équipe d'agents techniques du monde rural; ce serait une utopie. Mais ce que nous souhaitons, c'est que les techniciens du CER soient dotés de moyens leur permettant d'étudier de près les spécificités physiques et socio économiques de chaque village afin d'aider ses habitants à concevoir et à réaliser des programmes de développement compatibles avec les réalités de leur environnement. Nous croyons fermement que c'est là un moyen sûr pour motiver et mobiliser les paysans dans l'effort de construction de leur pays.

Notre souci de voir de près les besoins et potentialités de chaque village rejoint dans une certaine mesure la méthode d'approche utilisée par les agents techniques du monde rurale, dans certaines localités.

Il s'agit, tout simplement de s'appuyer sur la solidarité traditionnelle villageoise: pour faire exploiter judicieusement les possibilités économique de chaque village.

Nous ne proposons pas cette démarche pour appeler à une politique de développement parcellaire qui nuierait alors dangereusement à l'unité du pays.

Seulement, nous pensons très profondément que c'est quand " la machine humaine " de chaque village sera mise en marche, comme c'est le cas dans certains villages tel que Médina KOUNDIE que nous étudierons plus loin pour illustrer notre thèse, qu'on pourra envisager l'intégration de plusieurs projets villageois voisins ayant les mêmes caractères socio économiques. Le but essentiel sera d'amener les habitants à sentir le besoin d'unir leurs efforts dans de mêmes activités de développement pour promouvoir leur environnement.

L'ensemble des considérations que nous venons de soulever montre, si besoin en est encore, que la décentralisation des services techniques de l'état est la meilleure arme pour trouver les voies et moyens à asseoir une véritable pédagogie au développement qui reposerait sur l'utilisation des ressources humaines, l'usage de moyens susceptible de mettre en marche " le moteur économique " qui sommeille au sein des membres de la communauté. Il s'agira alors de cerner les besoins de la collectivité et de réfléchir avec elle sur la meilleure manière de résoudre l'essentiel de ses préoccupations.

De cette pédagogie du développement naîtra alors un profit nouveau de l'agent d'encadrement du monde rural et un nouveau type de rapport vis-à-vis des paysans.

(HAPITRE III :

// ' INSERTION DES JEUNES DANS LES CIRCUITS
DE PRODUCTION:

// ' EXEMPLE DU PIDEK DE MEDINA KOUNDIE

Si l'on a insisté, dans les chapitres précédents, sur les différentes crises - crise du développement, crise de la société... - que traversent nos sociétés actuelles, il convient ici de remarquer que depuis bientôt deux décennies, les conséquences de ces dites crises sont fortement subies par les jeunes. La tranche moyenne d'âge comprise entre quinze et trente cinq ans est devenue, de nos jours, un véritable garage: c'est là que l'on rencontre toutes les catégories de jeunes dans emploi ou l'ayant perdu. Cette situation a suscité et suscite encore bon nombre d'inquiétudes pour les pouvoirs publics comme pour les parents.

Il faut alors que chacun remue ses ménèges pour trouver les voies et moyens pour insérer le maximum de ces jeunes dans les structures existantes ou à créer.

Nous nous proposons, dans ce chapitre et à la lumière des considérations soulevées plus haut, de voir quelle politique d'insertion doit-on adopter pour résoudre les problèmes du chômage, de la délinquance, de l'exode. Ensuite, nous présenterons une expérience tentée en milieu rural et nous verrons si ce n'est pas là, une solution originale mais salubre pour amoindrir le mal... Le projet intégré de développement communautaire de Médina KOUNDIE serait-il alors la solution à l'insertion des jeunes dans les circuits de production?

I°/- LA POLITIQUE D'INSERTION DES JEUNES DANS LES CIRCUITS DE PRODUCTION

A°)- Problématique de l'insertion des jeunes dans les circuits de production.

A l'heure où la plupart des jeunes sont confrontés à des difficultés d'emploi, toute politique de jeunesse doit résolument être orientée dans le sens de l'insertion effective des jeunes dans les circuits de production économique. Les difficultés et obstacles sont multiples pour trouver des emplois sur le marché du travail...

Mais ce n'est pas une chose facile d'insérer les jeunes. Les obstacles et difficultés découlent d'un contexte économique peu favorable et qui a des conséquences alarmantes à plus d'un titre: diminution très sensible de l'offre au niveau des emplois; saturation toujours croissante de tous les secteurs de production traditionnels, incapacité de créer et surtout de bien gérer de nouveaux emplois salariés...

Une telle situation crée alors, un peu partout, un grossissement des rangs des jeunes, des adolescents, des adultes sans emplois; des chômeurs augmentent tous les jours. Ces masses de sans emplois, de chômeurs proviennent de tous les horizons: jeunes scolarisés, analphabètes, urbains, ruraux...

Les facteurs liés à cette état de fait sont de plusieurs ordre. Ils sont à la fois économiques, sociologiques et politiques. Le constat, si malheureux soit il, est commun à presque tous les pays du tiers monde en particulier.

Ceci est essentiellement dû, pensons-nous au fait que les économies de la plupart de ces pays, ont été secouées par de nombreuses crises qui se sont succédées à un rythme trop rapproché. Ces crises ont ainsi ébranlé les bases sur lesquelles reposait le développement de ces différents pays.

La production traditionnellement abondante n'attend plus son seuil normal et limite ainsi toute possibilité, d'investissement et par conséquent toute possibilité d'embauche. Dès lors, pour supporter la crise économique, les secteurs traditionnels de production sont tenus d'alléger leurs charges salariales. Ceci entraîne inexorablement des suppressions d'emplois, des compressions de personnels...

.../...

Devant une telle situation et plus grave encore face à l'inadaptation du système scolaire - la formation, d'une façon générale ne répondant plus aux besoins économiques de l'heure - les jeunes n'arrivent plus à trouver du travail où sont les premiers à être débauchés, faute de qualification professionnelle et d'expérience personnelle que seule une longue carrière peut faire acquérir.

De plus, à côté de ces jeunes scolarisés, il faut tenir compte des préoccupations économiques de ceux qui n'ont pas bénéficié de formation tant en milieu rural qu'en milieu urbain et qui, faute d'activités productrices de revenus ou d'une insertion professionnelle, se trouvent délaissés, livrés à eux-mêmes. C'est ainsi que l'exode rural a conduit les jeunes ruraux à grossir le rang des inoccupés, dans toutes les villes des pays en développement.

De cette concentration des jeunes ruraux dans les villes ne disposant pas de structures d'accueil favorables, sont nées les occupations marginales, les besoins occasionnelles qui conduisent lentement les jeunes vers la délinquance sous toutes ses formes.

Dans ce contexte, les jeunes se révoltent contre l'ordre social établi parce qu'il ne leur offre aucune possibilité de s'épanouir et d'affirmer leur personnalité. Les conflits de toutes sortes naissent alors et la société est en crise...

Ainsi, à la lumière de ces états de fait, toute politique d'insertion des jeunes dans les circuits de production, pour être efficace, doit réfléchir sur les problèmes que rencontrent ces jeunes dans le cadre que nous avons décrit plus haut.

.../...

L'analyse des difficultés que rencontrent les jeunes doit permettre de promouvoir à leur intention des actions novatrices et valorisantes qui tiendront compte de leurs besoins économiques, sociaux et culturels présents; de leurs besoins futurs dans cette nouvelle société et la place qu'ils doivent y occuper dans l'avenir. Concevoir ainsi le futur, le créer par l'innovation et la génération de nouveaux emplois avec le développement de la science et de la technologie, voilà une politique favorable aux jeunes et à la résolution de leur problème de recherche d'emploi.

Les actions novatrices et valorisantes en faveur des jeunes doivent aussi tenir compte de la spécificité du milieu de chaque catégorie de jeunes et des potentialités économiques de la localité.

Elles devront générer leurs propres rémunérations et être soutenues par une éducation et une formation permanentes qui permettront aux jeunes de se créer les conditions d'une insertion harmonieuse et efficace.

Ces activités d'insertion devront permettre également la facilitation des relations sociales entre jeunes et adultes par la prise en compte des particularités de l'environnement, face aux objectifs économiques. Ceci, en milieu rural singulièrement, fera naître une valorisation des jeunes et une revendication de leur localité, du fait de l'accroissement économique. Cette valorisation et cette revendication de leur localité pourront révéler les conditions d'existence du milieu des jeunes.

Dès lors, nous pensons que l'approche politique du problème de l'insertion socio économique des jeunes ne doit pas être perçue sous une optique isolée, ni même secondaire parce qu'elle ne se situe pas dans le cadre de certaines références professionnelles.

.../...

Elle doit, à notre avis se concevoir dans une vision plus globale à la fois culturelle, économique et sociale.

Cette perspective globale implique, une nécessaire coordination de toutes les activités menées en faveur des jeunes par les structures à tous les niveaux.

Une telle perception globale permettra alors une cohérence et un meilleur suivi des problèmes; une coordination plus effective et plus permanente à tous les niveaux d'intervention; une meilleure planification des activités pour une utilisation rationnelle des moyens disponibles; une implication effective de toutes les catégories de jeunes particulièrement les plus démunis afin ^{de} leur faire bénéficier d'une formation plus appropriée qui leur permettrait de démontrer leur capacité à réaliser et à gérer des activités productrices de revenus, afin une plus grande sensibilisation de l'ensemble des populations concernées, notamment les adultes afin de les associer à la solution des problèmes économiques des jeunes.

B°)- Stratégie globale pour une meilleure insertion:

Après avoir analysé la problématique de l'insertion des jeunes dans les circuits de production, il nous a paru nécessaire d'imaginer une stratégie pour arriver à une réelle insertion.

Mais une stratégie, pour être efficace, doit être la résultante d'une volonté politique reposant sur une solidarité effective inter-institutionnelle dans la recherche de solutions aux maux des jeunes. Cette solidarité passe alors par une réelle coordination de l'ensemble des actions gouvernementales initiées en faveur des jeunes sans emplois; coordination se traduisant concrètement à tous les échelons des structures politiques et administratives.

.../...

C'est ainsi seulement que toutes les catégories de jeunes seront touchées: les instruits et les analphabètes; les citadins et les ruraux; les handicapés physiques et les marginaux sans oublier les délinquants pour lesquels des dispositions juridiques mettant plus l'accent sur des peines de substitutions que sur les peines punitives ^{comme} la peine de prison; des moments à consacrer à des travaux d'intérêt social et collectif: investissement humain, reboisement... *pourraient être prévus.*

Il s'agit en définitive d'une stratégie qui mettra l'accent sur:

- la dimension économique comme base de la promotion de toutes les activités générant des revenus.
- Le principe de liaison production - formation où l'activité économique serait le point de départ de toute formation afin d'accroître qualitativement et quantitativement le bien-être des jeunes.

Les objectifs généraux de cette stratégie globale d'insertion des jeunes seraient alors les suivants:

- participation des jeunes à des activités économiques adaptées à leur milieu et susceptibles de produire des revenus pour les besoins;
- implication des autorités administratives, politiques, des élus et de toutes les populations dans la conception et la mise en oeuvre de l'activité économique.
- Partir des aspirations sociales, économiques et culturelles des jeunes pour satisfaire leurs besoins présents et futurs;
- Organisation des jeunes selon leur volonté ^{et} ou leur désir en groupements: association, projets, coopérative...

- sensibilisation des jeunes dans les groupements afin de provoquer en eux une prise de conscience réelle de leur possibilité à gérer des activités économiques pouvant leur permettre de disposer de revenus propres;

- Développement d'activités économiques;

- Adaptation de la formation au milieu du jeune à partir de l'activité économique.

Au bout du compte cette stratégie globale doit permettre une revalorisation des activités économiques et même de certaines localités qui permettront grâce à la multiplication des moyens d'enrayer l'exode rural et de faciliter le retour au travail de la terre à un plus grand nombre de jeunes. Ce serait alors l'aboutissement de tous les projets d'insertion, de réinsertion d'orientation que l'état sénégalais tente d'initier depuis une décennie: opération maïtrisards, projets hydro agricoles (avec les barrages).

C°)- Propositions d'actions bénéfiques:

Après avoir défini une stratégie globale d'insertion, il s'agira dans ce sous titre de dégager un certain nombre d'actions à initier au profit des jeunes.

Nous pensons que ces dites actions doivent tendre essentiellement à encourager la création d'activités génératrices, à court, moyen et long terme, de revenus. Il faut que les jeunes soient occupés en toute saison, mais ces occupations doivent leur procurer de quoi subvenir à leurs besoins.

C'est là que l'assistance de l'état et des différentes institutions ^{non} est sollicitée. Des places importantes doivent leur être réservées dans l'élaboration des plans de développement de tout genre...

Aussi la gamme d'activités économiques des jeunes sera-t-elle adaptée aux exigences de l'économie nationale, locale et des moyens financiers disponibles mais aussi à leurs besoins et aspirations, à leurs aptitudes réelles.

Ainsi, nous proposons, selon les situations des jeunes, trois types d'activités:

- En direction des diplômés sans emplois: il faudrait partir des acquis intellectuels des jeunes pour les orienter vers des secteurs où ils bénéficieront de formation - action leur conférant une expérience ou un savoir faire qu'ils pourront mettre en application dans des secteurs tels: la gestion et l'exploitation de petites et moyennes entreprises: boulangerie, pêche, transports. commerce... Ils pourront bénéficier de l'apport des banques par le biais de l'état.

- En direction des jeunes urbaines sans formation: Il s'agit pour cette catégorie, très nombreuse du reste, de les encadrer dans des ateliers de travail manuel et pratique tels: le froid, l'électricité, la menuiserie, la mécanique-auto... Une fois la formation, l'apprentissage terminé, ces jeunes laisseront la place à d'autres pour s'insérer dans les circuits de production. Ce genre d'activité pourrait s'insérer dans les structures de jeunesse comme les centres départementaux d'éducation populaire.

- En direction des jeunes ruraux: C'est le secteur le plus important parce que, pouvant occuper le plus grand nombre de jeunes et générer des revenus immédiats et assez substantiels. Il s'agit de promouvoir des activités primaires qui favorisent la production à la base. Les projets de ce secteur pourront porter sur le maraîchage, l'aviculture, l'embouche bovine, la pêche artisanale, les vergers, l'artisanat...

.../...

Ces différentes activités, selon la motivation et le dynamisme des jeunes impliqués pourront prendre de l'envergure et s'orienter vers l'exploitation de fermes agro-pastorales.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le projet intégré de développement communautaire du village de Médina KOUNDIE.

II°/- LE PROJET INTEGRE DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE MEDINA KOUNDIE: UN MODELE D'INSERTION DES JEUNES.

Si le contexte que nous avons présenté et analysé dans le Chapitre premier, est général au Sénégal, ses aspects concerneront donc plus ou moins toute la zone géographique de ce pays. Il devrait par conséquent en être de même pour le village de Médina KOUNDIE et son cadre de vie.

Nous allons voir, alors, comment les habitants de ce village ont réagi en fonction des conditions physiques et socio économiques de leur environnement pour mettre sur pied un type de projet de développement intégré.

Mais pour rester fidèle à notre principe de travail, nous allons situer ce village dans son contexte physique et socio économique en présentant son environnement physique, ses réalités démographiques et les caractères socio économiques de tout le territoire administratif qui le couvre. Après quoi, nous ferons l'étude du projet proprement dit.

Nous précisons que les données que nous évoquerons dans cette partie sont essentiellement tirées d'une étude démographique de l'arrondissement de Dabo, département de Kolda, étude réalisée par le Centre d'expansion rurale de Dabo, en 1981.

.../...

A°)- Le Cadre Physique et Socio Economique d'Implantation du Projet.

Médina Koundié est un petit village de la Région de Kolda situé dans la Sous-préfecture de Dabo, Département de Kolda, au coeur du Fouladou. Il appartient à la Communauté rurale de Dabo par suite du découpage de la réforme Administrative et territoriale intervenue dans l'ancienne région de Casamance...

A.1 - Environnement Physique:

Les Départements de Kolda et Vélingara constituent la Zone la moins arrosée de la Casamance. C'est une Zone à relief plat dans son ensemble et aux sols agrilo-sablonneux favorables à l'agriculture.

Son climat est caractérisé par deux saisons: une saison sèche allant de Novembre à Mai et une saison de pluies allant de Mai à Novembre.

Dans la sous préfecture de Dabo, la pluviométrie est aléatoire, les précipitations annuelles sont irrégulières: 721 mm à 1281 pour la période de 1972 à 1985.

Quelques rivières non négligeables arrosent la zone: Tchayanga, Saré Sara. L'eau y est permanente toute l'année; ce qui nourrit de belles rizières au Sud et au Centre pour une longue période de l'année.

La végétation est clairsemée à l'est et dense au Sud. On y compte quatre forêts classées d'une superficie totale de 26 900 ha.

La faune est riche et variée.

.../...

A.2 Réalités démographiques:

La sous préfecture de Dabo à une population estimée à 45.011 habitants (recensement de 1985); sa densité est de l'ordre de 19 habitants /Km².

La population active de la zone représente 53 % de la population totale.

Cette population totale comprend plusieurs ethnies:

- peuls 87 %
- Mandingues 7 %
- Diakhankés 2 %
- Autres 4 %

A.3 Conditions socio économiques:

La sous préfecture de Dabo est divisée en cinq communautés rurales: Bagadadji, Coumbacara, Dabo, Mampatim, Salikégné.

Les activités socio professionnelles sont réparties comme suit:

- agricultures et éleveurs 91 %
- Commerçants 4 %
- Artisans 5 %

Les secteurs économiques sont diverses:

a°)- L'agriculture:

La nature des sols et l'état de la pluviométrie sont favorables à la culture des céréales, de l'arachide, du coton et des tubercules.

Pourtant, hormis les cultures de rente (arachide et coton), les autres cultures vivrières suffisent à peine à la consommation de leurs producteurs.

Grace à l'encadrement des agents de la société de développement des fibres textiles (SODEFITEX) et de la société de développement de l'agriculture (SODAGRI), le coton et le riz pourraient connaître une rentabilisation de leur production.

Les cultures vivrières (mil, maïs, manioc) ne bénéficient pas d'une étude particulière pour l'amélioration de leur rendement.

b°)- L'élevage: D'après le deuxième recensement d'avril 1985, la sous-préfecture de Dabo compte:

- bovins	84 000 têtes
- ovins	31 000 -"-
- caprins	51 000 -"-
- équins	650 -"-
- asins	7 100 -"-

En matière d'exploitation de ce riche potentiel en ressources animales, l'arrondissement est peu équipé: une seule aire d'abattage, du reste fonctionnelle, située à Dabo; un seul parc à vaccination pour bétail. Cette zone connaît, paradoxalement, une sous consommation en produits animaux (viande et lait) des populations.

c°)- Les ressources forestières:

Dans toute la zone de Dabo, on exploite le bambou, le raphia pour les charpentes des habitations et la confection des meubles divers. Le charbon de bois est bien exploité et la zone est de loin la plus productrice du Sénégal. La récolte du miel y fait l'objet d'un essor grandissant, alors que le bois connaît une bonne exploitation.

d°)- La pêche: Les cours d'eau possèdent des potentialités en matière de pêche malgré l'état encore artisanal de l'exploitation.

e°)- L'Industrie: Elle est inexistante dans cette zone. Néanmoins la production élevée de coton dans cette zone pourrait ouvrir des perspectives intéressantes dans ce domaine.

Ainsi, le Cadre de vie de l'arrondissement de Dabo présente sensiblement le même caractère que le contexte physique et socio économique du Sénégal.

- Une grande proportion de la population active;
- Une grande majorité d'agriculteurs de ruraux;
- Une pluviométrie ^{et on} potentiel d'eau et de terres irrigables avec les rivières et rizières;
- Une faible production en cultures vivrières (céréales)...

A présent, voyons comment les habitants de Médina KOUNDIE ont ainsi réagi par rapport à la nature de leur environnement.

B°/- Etude du Projet intégré de Développement Communautaire de Médina KOUNDIE

L'essentiel des éléments qui constituent cette partie de notre étude s'inspire des documents suivants:

- Mon rapport de séjour à Médina Koundié du 10 au 22 Septembre 1986.
- Monographie sur l'arrondissement de Dabo (CER de Dabo 1981)
- Monographie sur le Projet de Médina Koundié (1981)
- Monographie sur le Projet de Médina Koundié (1983...)
- Rapport de fin de stage en milieu rural d'un groupe d'étudiants de l'ENEAS; 1983.

.../...

1°/- Description du PROJET

Dans son ensemble, le projet intégré de développement Communautaire (PIDEK) de Médina Koundié comprend cinq (5) secteurs répartis chacun en plusieurs sous projets.

a°)- Secteur de l'action sociale:

Il se subdivise en quatre sous-projets:

- sous-projet " Hygiène du village "
- "- " pharmacie villageoise "
- "- " moulin à céréales "
- "- " construction mosquée de village "

b°) - Secteur de l'Agriculture:

Il comprend trois (3) sous projets:

- sous-projet " champ collectif d'arachide "
- "- " "- de riz
- "- " maraîchage "

c°)- Secteur Environnement

Il est composé de trois (3) sous projets:

- sous-projet " lutte contre feux de brousse "
- "- " vergers "
- "- " champ collectif d'anacardiens "

d°)- Secteur de l'Elevage:

Il comprend deux (2) sous projets:

- Elevage moutons et poules
- Elevage de bovins.

e°)- Secteur Récole et Cueillette:

Il comprend deux sous projets:

- sous projet: " récolte de miel "
- "- : " récolte ^{et de} ~~de~~ transformation de l'huile de palme".

2°/- Origine et évolution du projet:

Le village de Médina Koundié qui sert de cadre à ce projet compte environ 400 habitants (recensement impôt 1985 de la sous-préfecture).

Il a été créé vers 1945 par Koundié Koïta, un sarakholé venu de Médina Abdoul (village du même arrondissement). Des familles entières vinrent par la suite s'implanté sur les lieux.

Aujourd'hui, le village compte plusieurs ethnies: peulhs, sarakholés, toucouleurs... Malgré la diversité des ethnies, les villageois de Médina Koundié vivent en parfaite harmonie. Et c'est là un atout qu'ils ont exploité pour réussir un projet modèle...

Les sociétaires, hauts responsables de ce projet, que nous avons rencontrés, nous ont fait comprendre que le projet qu'ils vivent actuellement est parti d'une union spontanée des jeunes du village par classes d'âge comme cela s'observe couramment dans nos villages d'Afrique.

D'après les coutumes de ce village, et même des populations de cette zone, le garçon fiancée doit faire quelques prestations au bénéfice de ses beaux parents: cultiver leurs champs, réparer la clôture de leur maison ou les toits de leurs cases. Le garçon fiancé ne peut seul assurer ces genres de travaux. Il fait ainsi nécessairement appel à ses camarades d'âge qui lui viennent en aide.

D'autre part, il peut arriver, après les cultures d'hivernage, quand il n'y a presque plus rien à faire, que les jeunes s'organisent par classe d'âge pour faire des travaux à la demande d'une tierce personne. En retour celle-ci leur donne de l'argent ou une tête de bétail.

De même toujours dans cette zone du Fouladou, les jeunes par classe d'âge, peuvent cultiver un champ collectif de mil, de riz ou d'arachide. La récolte faite, ils peuvent vendre leurs produits et organiser une grande fête au village.

C'est là un ensemble de circonstances qui poussent spontanément les jeunes à s'organiser dans le travail pour un profit collectif.

Seulement, dans la plupart des cas, les ressources tirées de leurs travaux collectifs, et qui peuvent parfois être très substantielles, sont gaspillées ou utilisées sans discernement.

Progressivement, les jeunes du village de Médina Koundié prendront conscience de l'immaturité de leurs gestes. Ils prendront alors la décision d'utiliser les ressources tirées de leurs travaux ^à des fins plus utilitaires.

Ils sentent par la suite la nécessité de dépasser ces groupements par classes d'âge et créent une association plus vaste regroupant cette fois, tous les jeunes du village, sans distinction d'âge. C'est ainsi que l'association, " La Jeunesse unifiée de Médina Koundié " sera créée en 1970.

Grace au dynamisme des membres de l'association, la population du village sent progressivement aussi la nécessité de s'unir aux jeunes dans une organisation encore plus étendue pour faire un travail communautaire. Petit à petit, hommes, femmes et jeunes du village arrivent à l'union de toutes leurs forces vives autour des formes d'activités constituées par les différents sous-projets que nous venons de présenter.

.../...

En Juin 1981, avec l'appui des techniciens du CER de Dabo le PIDEC s'est définitivement constitué en disposant de moyens humains suffisants; de moyens matériels à partir des terres situées dans le domaine géographique du village et des outils de chacun de ses adhérents.

Remarquons qu'il s'agit là d'un projet autonome, sans tutelle. Il est parti de l'initiative des villageois qui, au début, en fonction de besoins et de l'inspiration du moment, avaient commencé spontanément certains volets du projet global que nous avons présenté.

3. Objectifs du Projet:

Il ressort de l'évolution du projet que nous venons de brosser que le projet intégré de développement communautaire de Médina Koundié n'avait pas autrefois le contenu qu'on lui connaît aujourd'hui.

C'est ainsi que des formes d'activités ont eu antérieurement à se constituer avec des objectifs quelque peu différents des objectifs actuels.

C'est la raison majeure, pour laquelle, nous nous proposons d'étudier d'abord les objectifs initiaux avant de voir de près les objectifs actuels des différents sous-projets qui composent le projet global.

3.1 Les Objectifs Initiaux du Projet:

Nous ne pouvons, en réalité parler d'objectifs initiaux du projet car celui-ci ne s'est entièrement constitué qu'en Juin 1981, alors que ses premiers balbutiements remontent au delà de 1970.

.../...

Nous préférons plutôt aborder ici l'étude des objectifs que visait chacune des étapes qui ont conduit progressivement à la création du PIDEC actuel. Ces étapes sont principalement le groupement en classes d'âge et l'association dénommée: " la Jeunesse unifiée de Médina Koundié ": JUMK.

a°)- Les groupements par classes d'âge:

Dans ces cas, il s'agissait, pour les jeunes, de s'unir dans le but d'accomplir des tâches collectives visant uniquement l'intérêt du groupe ou l'intérêt de l'un de ses membres (prestations diverses pour les beaux parents d'un camarade fiancé par exemple).

Dans le premier cas, les fruits tirés des travaux de groupes étaient dilapidés et n'avaient alors pour but que de nourrir essentiellement les caprices de la jeunesse.

b°)- La " Jeunesse unifiée de Médina Koundié" (JUMK)

Cette association avait deux objectifs fondamentaux. Il s'agissait d'abord, après une prise de conscience de l'inconséquence économique du gaspillage que les classes d'âge faisaient de trouver aux ressources tirées des travaux collectifs des fins utiles pour la communauté villageoise.

Ensuite, le JUMK visait à briser le cloisonnement entre les différentes classes d'âge pour l'union de tous les jeunes de Médina Koundié et dans le but d'aller vers des objectifs communs.

Ensuite, nous pouvons dire que, initialement, les différentes formes de regroupements qui engendrent plus tard le PIDEC avaient principalement pour objectif de s'appuyer sur cette solidarité naturelle des jeunes de nos campagnes afin d'arriver à une mobilisation plus étendue des forces vives du village dans des prestations utiles pour tous.

Qu'en est-il à présent pour le PIDEC ?

3.2 Les Objectifs actuels du Projet

Si Initialement les étapes embryonnaires du projet tenaient à consolider la solidarité " mécanique " des jeunes et à l'élargir petit à petit à toutes les couches de population du village, l'étendue du PIDEC actuel va dissoudre cet objectif global de départ en quelques objectifs spécifiques.

C'est ainsi que, pour les besoins de l'étude, nous examinerons l'objectif ou les objectifs que vise chacun des sous-projets du PIDEC actuel.

a°) - Secteur "action^{social} du village"

- Sous-projet "Hygiène du village"

Ce sous-projet vise la propreté permanente du village et de son environnement immédiat pour une meilleure hygiène.

Il s'agit, dans un premier temps, d'utiliser les moyens du bord (balais et rateaux des membres du projet) en attendant de trouver des moyens plus appropriés pour le ramassage et l'évacuation des ordures.

- Sous-projets " pharmacie villageoise":

Ici, il s'agit de pouvoir^{avoir} les moyens de donner les premiers soins de santé aux habitants^k du village.

Les produits pharmaceutiques pourraient faire l'objet d'une acquisition à partir des fonds du PIDEC ou être octroyés par des organismes gouvernementaux ou par des oeuvres de bienfaisance.

.../...

- Sous-projet " Mosquée du village"

Il s'agit de pouvoir acquérir les moyens d'améliorer davantage l'état de la mosquée du village en procédant, à sa construction définitive avec de meilleurs matériaux. Le village est entièrement habité par des musulmans.

- Sous-projet: " Moulin à céréales".

A la lumière des enquêtes menées auprès des femmes responsables de ce sous-projet, il ressort que lors d'un séminaire organisé du 21 au 25 Février 1982 par le Secrétariat d'Etat à la Promotion Humaine au CER de Dabo, séminaire destiné aux femmes, celles-ci avaient déploré le fait que les femmes rurales soient laissées pour compte pour ce qui est de la jouissance des progrès techniques. Elles ont souhaité alors, dans un premier temps, pouvoir disposer de moulins à céréales pour amoindrir considérablement leur temps d'occupation au foyer et pour leur permettre ainsi, comme les hommes, de participer aux activités de développement...

C'est à dessein que nous nous sommes étendu sur la description de ce contexte afin de faire sentir les objectifs profonds que pourraient viser ce sous-projet.

Le sous-projet " moulin à céréales " cherche particulièrement à alléger les tâches de la femme au foyer; à la libérer progressivement des longues corvées au cours des travaux domestiques. Cet objectif se conçoit encore mieux au village de Médina Koundié où la femme est appelée à occuper une large place dans les activités du projet.

.../...

b°)- Secteur " Environnement ":

- Sous-projet " lutte contre feux de brousse"

Si cette région du sud, au point de vue végétation, est la plus dense du Sénégal, elle reste aussi le domaine privilégié pour les feux de brousse. Nous mesurons ainsi quelles menaces des feux de brousse constituent pour les ressources forestières du pays.

Le sous projet " lutte contre feux de brousse" aura pour objet essentiel d'endiguer ce fléau dans le cadre de vie de Médina Koundié.

- Sous-projet " verger"

Ce sous-projet a un triole objectif:

. Par rapport à la déforestation d'abord, il vise la re-constitution des écosystèmes naturels et des ressources végétales.

. Ensuite, par rapport à la qualité de l'alimentation, il peut être une source d'apport en fruits divers, en vue d'un bon équilibre nutritionnel et d'une meilleure santé des villageois.

. Enfin, grâce à une bonne politique d'écoulement des produits du verger, le PIDEC peut alimenter les caisses et accroître ses possibilités financières.

- Sous-projet " Champ d'anacardier "

Ce sous-projet a les mêmes objectifs que celui du verger (triple objectif) dont nous avons parlé ci-dessus.

L'anacardier est une essence très adaptée à cette zone et elle est bien appréciée par les populations.

Ce sous-projet répond à un souhait national concrétisé par la création d'une usine de traitement de la noix d'anacarde à Sokone (Région de Fatick).

.../...

C°/- SECTEUR " AGRICULTURE "

- Sous-projet " Champ collectif d'arachide "

La culture de l'arachide entre dans les habitudes des villageois de cette zone. C'est essentiellement une culture de rente et ses produits sont surtout commercialisés afin de permettre aux paysans d'avoir des revenus monétaires.

Cet objectif sera à peu près le même pour le PIDEC. Les produits de ce sous-projets contribueront à accroître les capacités d'investissement du projet.

- Sous-projet "Champ collectif de riz "

Il est surtout détenu par les femmes. Cela entre dans les habitudes de la zone. Il vise à donner aux femmes l'occasion de participer activement à la vie du projet.

L'écoulement d'une partie des produits de ce sous-projet permettrait aussi de renforcer les possibilités financières du projet.

La seconde partie de la récolte de riz sera gardée jalousement par l'association pour venir en aide aux nécessiteux, aux sinistrés éventuels du village. N'est pas là un bel esprit de solidarité africaine?

- Sous-projet "Maraîchage":

Ici, les gros travaux reviennent aux hommes. Par contre, l'arrosage est exclusivement assuré par les femmes qui se sont organisées en équipe pour faire le travail à tour de rôle.

Ce sous-projet vise d'abord à enrichir l'alimentation des villageois en légumes divers. Ensuite, il cherche à donner des moyens financiers au projet par une politique judicieuse d'écoulement des produits.

Dans ce domaine, Médina Koundié a l'avantage d'être à côté d'une cuvette dont la nappe d'eau est pratiquement à fleur de sol. C'est pour dire combien la permanence en eau sera facilement assurée pour ce sous-projet.

D°/- SECTEUR "ELEVAGE"

- Sous-projet "Elevage de moutons et de poules "

Dans l'élevage des moutons, le sous-projet vise particulièrement l'amélioration de l'espèce ovine locale par la croisée avec d'autres espèces venues du Nord du pays.

Dans l'élevage des poules, il vise l'apport en oeuf et en chair de volailles dans l'alimentation des villageois et le renforcement des finances du projet par la commercialisation des oeufs et des poules.

E°/- SECTEUR "AGRICULTURE"

- Sous-projet "Récolte de miel"

Il pourrait contribuer à enrichir l'alimentation des villageois en glucides. Ce genre d'activités entre dans les ^{habitudes des} habitants de cette zone.

Après avoir défini les objectifs essentiels du projet, à travers ses différents sous-projets, il nous semble utile d'analyser les rapports que ce projet entretient avec les autres structures locales de développement et les autres organismes.

S'il est parfois admis que les projets de développement doivent être conçus et réalisés à partir des besoins et des réalités des structures de base de la communauté, il faut aussi reconnaître qu'il est nécessaire de s'ouvrir à d'autres collectivités pour faciliter son développement intégral.

.../...

En d'autres termes, si le regroupement de plusieurs individus en collectivités est nécessaire pour la promotion de chacun d'eux, un réseau d'échanges permanent entre plusieurs collectivités est utile pour l'épanouissement intégral de chacune d'elles.

4°/- RELATIONS EXTERIEURS DU PROJET:

4.1. Rapport Projet- CERP de Dabo

Le Centre d'Expansion rural polyvalent (CERP) a pour vocation essentielle l'étude, l'élaboration et l'exécution des projets locaux. Il conçoit le développement comme étant l'épanouissement global de l'individu avec sa participation.

Nous imaginons dès lors sous quel angle les rapports du PIDEC avec le CER de Dabo devront être perçus.

4.2. Rapport Projet - AJAC

Le PIDEC de Médina Koundié entretient des rapports étroits avec l'Association des Jeunes Agriculteurs de la Casamance (AJAC) qui est une association plus vaste et plus expérimentée. Elle réunit des groupements villageois de toute Casamance, n'a pas de base fixe. Elle programme périodiquement des séminaires de formation et d'information au bénéfice de ses nombreux membres. Ces sessions de formation sont organisées à tour de rôle dans les différents villages associés. En fonction des spécificités de la localité qui abrite un séminaire, des séances d'animation et de vulgarisation de quelques expériences sont alors organisées.

C'est à l'occasion d'un de ces genres de séminaire que deux membres du PIDEC furent, pour la première fois formés: un homme pour l'élevage des moutons et une femme pour la conservation des produits maraîchers.

En une décennie, plus d'une vingtaine des membres du projet de Médina Koundié ont bénéficié d'une formation dans le cadre des programmes de l'AJAC. Au delà de la formation, le PIDEC a bénéficié de dons (paires de boeufs, médicaments...) et de prêts (02 Millions) de l'AJAC.

4.3. Rapports Projet-Autres villages de la Communauté rurale.

Les habitants de Médina Koundié cherchent, par tous les moyens à intéresser les villages voisins à la vie de leur projet. C'est ainsi que, durant tout notre séjour au village, nous avons remarqué que, à toutes nos séances de travail, étaient conviés des jeunes des villages voisins. Les jeunes invités, nous ont fait savoir qu'ils viennent s'inspirer de l'expérience de Médina Koundié qui est devenu un village modèle dans le domaine du travail collectif.

Nous pensons que cette ouverture aux autres localités proches de la communauté rurale, pourrait permettre une perspective d'intégration de plusieurs communautés villageoises autour d'un même programme élargi de développement.

4.4 Rapports Projet-Organismes Financiers

Grace à l'AJAC, le PIDEC a pu entrer["] contact avec le Comité Africain d'Intervention pour le Développement (CAID) qui l'a mis en rapport avec les oeuvres Catholiques SUISSE et Solidarité Tiers Monde Luxembourg.

Plusieurs financements d'un montant de 12 millions leur ont été attribués par ces organismes.

.../...

En Mars 1982, le FED a accordé un financement de 12 autres millions pour redynamiser le sous-projet maraîchage. Ainsi, dix puits de 18 m de profondeur dont 8 mètres d'eau ont été forés pour alimenter en eau 2 ha de pomme de terre, 1 ha de tomate, 2 ha d'oignon, 2 ha de manioc... Ce financement prévoit l'utilisation de 60 participants actifs, parmi les membres du projet et dont les revenus annuels pourraient être estimés à 213 000 Frs par personne.

Les nombreux financements dont a bénéficié le PIDEC de Médina Koundié (ceux déjà reçus et ceux en cours...) confirme tout l'intérêt que nous avons accordé au projet...

5. EVALUATION DU PROJET:

5.1. Facteurs Favorables:

a°/- Sur le plan humain:

- Cohésion des membres du groupe

Le projet, avons-nous dit, est né de la solidarité entre les jeunes d'une même classe d'âge qui ont senti la nécessité de conjuguer leurs efforts pour atteindre des objectifs d'intérêt commun. C'est ce même esprit de solidarité qui facilitera la création de l'AJAC, puis du PIDEC.

- Le courage et la volonté de réussir:

Les activités du projet, pour la plupart, s'inscrivent dans une nouvelle optique de développement qui n'est pas tout à fait celle que les Médinakoundiéens ont traditionnellement connue. Les travaux en toute saison, auxquels appellent les différents sous-projets, sortent de l'ordinaire. L'ordre traditionnel semble ici avoir été bouleversé, et cela il faut être courageux pour le tenter.

.../...

De même, ces villageois n'ont rien reçu au départ pour mettre sur pied leur projet. Ils sont partis d'un rien, sinon des possibilités que recelait leur environnement. Ce qui leur a permis d'arriver jusqu'à ce stade de leur projet, c'est avant tout la volonté de réussir. Ils nous ont eux mêmes affirmé qu'ils ne comptaient avant tout que sur la volonté et la participation de tout un chacun d'eux pour mener à bon port les destinées de leur PIDEC.

- La Représentativité des participants

Le PIDEC mobilise, en toutes saisons, tous les membres du projet et souvent même, tous les habitants du village: hommes, femmes, jeunes.

Dès lors, nous estimons qu'on ne saurait trouver un échantillon plus représentatif que ce village.

b°)- Sur le plan matériel:

- La diversité des activités du projet

Grace à la richesse des objectifs visés par les multiples et différents sous-projets, le PIDEC est susceptible de toucher au moins un besoin de chaque membre. Cette réalité justifie, à nos yeux, la grande capacité de mobilisation dont ce projet intégré fait tous les jours preuve.

- La disponibilité des moyens de production

Le PIDEC qui a une vocation agricole dispose gratuitement de terres nécessaires à ses activités. Il dispose d'une main d'oeuvre gratuite grâce à ses participants et de matériel agricole assez fourni: 12 charmes de labour, 10 paires de boeufs de labour, ^{un} ~~de~~ petit matériel de travail tels que hilaires, rateaux, cordes, seaux, sacs en fibres synthétiques, greniers construits en ciment pour le stocka^{nt} des récoltes, arrosoirs, brouettes etc...

.../...

5.2. Facteurs défavorables:

Ils sont surtout d'ordre matériel et financier à la dimension de leur ambition nous ont affirmé les jeunes.

- Aléas climatiques:

Nous rappelons que le projet a surtout une vocation agricole. Dans le premier chapitre de notre étude, nous avons souligné qu'au Sénégal, il y avait "une dépendance presque totale de l'agriculture de la pluviométrie" et que " la pluviométrie reste encore le premier facteur de productivité".

Malheureusement, ce premier facteur dépend de conditions non encore suffisamment maîtrisées par l'homme. Cet état de fait constitue un facteur qui pourrait faire la bonne marche du PIDEK de Médina Koundié.

- Manque de moyens financiers suffisants

Bien qu'ayant bénéficié de quelques subventions, dons, prêts, le PIDEK ne dispose pas encore de moyens financiers à sa dimension et à la hauteur des ambitions que ses membres nourrissent...

Il faut souligner, une fois, que les financements extérieurs sont octroyés avec des conditions qui ne sont toujours pas compatibles avec les orientations des demandeurs. Nous pensons que cette réalité se confirme à Médina Koundié. Certains financements sont destinés exclusivement à des secteurs précis et doivent profiter à un nombre limité de participants. Ceci peut engendrer des scissions au moment où il faut consolider les acquis en matière de travail communautaire: un bien pour chacun et pour tous à la fois pour sauvegarder l'orientation du projet et pour un meilleur développement communautaire du village.

- Absence d'un volet Education:

Médina Koundié vient juste d'avoir une école (1 classe). Le volet Education ne semble pas tellement préoccuper les habitants. Certes, le volet formation est assuré dans une large mesure par le CER de Dabo et l'AJAC. Néanmoins les jeunes encore en bas âge auraient pu faire l'objet d'une attention particulière dans le domaine de l'éducation, de la scolarisation.

L'alphabétisation des adultes dans les langues nationales est aussi une possibilité à exploiter.

5.3. Réalisation du projet:

Après cinq années de travail, le projet a réalisé beaucoup sur le plan matériel et social en particulier.

5.3.1. Sur le plan matériel

- Secteur social:

- Sur le plan hygiène du village: Les jeunes nettoient trimestriellement tout le village. C'est un investissement collectif qui mobilisent hommes et femmes de 9h du matin à 18 h du soir, avec une pause de 13 H à 15 h pour le déjeuner que les notables du village offrent à la jeunesse: C'est un jour de grand festin et même les localités proches sont conviées au travail et au festin. Lors de notre séjour, nous avons été frappé par l'état de propreté du village et de ses environnements immédiats.

- La Pharmacie du village:

Les jeunes du village nous ont fait visiter la pharmacie, le dispensaire et la maternité qui sont abrités par trois bâtiments de deux pièces chacune. Cette réalisation a été faite par eux mêmes à partir des fonds du foyer pour un coût global de 1 million deux cent mille francs CFA (1.200.000 frs).

Tous ces locaux ont été équipés en tables, chaises, bancs, armoires et petits matériel de travail (registres, ciseaux, bics, verres, pots etc...) grâce à des aides de la Croix rouge nationale, de CARITAS, de la C.M de Kolda et de plusieurs autres oeuvres sociales...

Tous les habitants du village se soignent là-bas et même ceux des villages voisins.

Les trois Matrones comme le pharmacien et les deux aides infirmiers ont été formés à Kolda et à Ziguinchor grâce au soutien de l'AJAC et des autorités sanitaires de Kolda.

C'est là une réalisation spectaculaire qui illustre le dynamisme et l'esprit d'initiative des jeunes du PIDEC.

- S'agissant de la Mosquée du village: En attendant de réaliser leur projet de construction d'une grande mosquée digne du village qui est à cent pour cent musulman, les jeunes du village ont déjà construit avec les matériaux locaux une petite mosquée en banco. C'est là que tous habitants se rassemblent pour la prière.

Un entretien avec l'Iman, un jeune marabout peulh, membre du PIDEC, nous a révélé qu'une caisse spéciale de solidarité pour la construction d'une mosquée en dur, a été créée depuis 1984. Les fonds de cette caisse, provenant de cotisations participations de tous les villageois, en espèces et en nature (les cotisations en nature: riz, maïs, bétail...) ont vendues et les produits versés dans la caisse) s'élevaient, au moment de notre séjour, à huit cent soixante treize mille francs CFA (873.000).

.../...

+ Secteur Environnement:

- Lutte contre les feux de brousse: Les jeunes du projet ont déjà prouvé leur courage et leur détermination dans la lutte contre ce cataclysme en intervenant, spontanément à l'occasion de feux de brousse très fréquents dans cette zone. Cela leur a valu d'être remarqués par le service des Eaux et forêts qui les a aidés à bénéficier d'un don du projet canadien de lutte contre les feux de brousse en équipement approprié: extincteurs, casques, bottes etc... Ce matériel qui les a encouragés vient s'ajouter à celui qu'ils utilisaient avant: rateaux, seaux, bassines, branchages et autres...

- S'agissant du verger du projet: c'est une plantation de 250 pousses de jeunes manguiers, de variétés de palmiers divers (notamment ivoiriennes) de goyaviers, de citronniers, d'orangiers etc...

Grace à une somme de 370 000 F CFA offerte par l'AJAC les jeunes ont pu acheter, en 1984 du fil de fer barbelé pour maintenir la clôture du verger qui s'étend sur plus de trois hectares.

- Le Champ d'anacardier dont la période de récolte avait commencé en Avril-Mai 1986 a produit plus de deux cent mille francs CFA dans la même année.

Une deuxième opération d'extension et de semie a été entamée en Juillet 1986, deux mois avant notre séjour.

- Le maraîchage a été réalisé sur un terrain de plus de trois hectares. Huit puits sont creusés à cet effet et le système d'arrosage se fait par groupes de dix jeunes et à tour de rôle.

.../...

- Il faut préciser que, au delà de la spécialisation des jeunes dans les différents secteurs d'activités du PIDEK, il y a des moments de rotation dans le travail, en fonction des saisons.

Pendant l'hivernage, le maraîchage n'est pas une activité très dense: on précède seulement à la culture de l'oseille (très vendu dans cette localité), du gombo, du "najo", de l'aubergine, des tomates du "jaxatu"...

Ce sont les "banabana" des régions du Nord du Sénégal qui viennent sur les lieux acheter tous les produits récoltés: manioc, maïs, anacardier et les légumes.

Pour l'élevage, l'activité est intense en période de saison sèche. Le projet élève beaucoup de moutons qui seront vendus dans les marchés locaux.

L'amélioration de la race ovine n'est pas oubliée puisque les jeunes ont acheté au Nord une bonne dizaine de béliers géniteurs de grande tailles.

Au moment de notre passage, le troupeau du PIDEK s'élevait à 25 têtes de bétail. Nous avons trouvé que c'était la première expérience et la vente n'a pas encore été faite.

- Il existe aussi des champs de plantes fourragères. Les villageois ont fait l'expérience d'une culture fourragère. L'essai a été concluante et ils comptent élargir cette entreprise. L'espèce expérimentée a un avantage du fait qu'on ne sème qu'une fois sur le terrain. Les herbes obtenues laissent sur le sol des graines qui repoussent dès les prochaines pluies.

.../...

Il est bon de préciser que, au delà du goût du travail et de l'amour du bien commun très élevés dans ce village, les jeunes ont chacun des activités privées ou personnelles dans le domaine du travail. Chacun a ses terres et ses cultures, son bétail et son matériel agricole pour lui et sa famille. Ses activités agricoles, hors du PIDEC, lui procurent des revenus nécessaires et personnels.

En plus de cela, tous les ans, à l'occasion de l'assemblée générale de l'association qui couve le projet (en janvier en général), les jeunes font le bilan des réalisations, dégagent des perspectives, élaborent un programme de travail pour tous les secteurs d'activités du projet.

C'est au cours de cette assemblée générale que les bénéfices réalisés durant l'année (très substantiels souvent: 1985: plus de trois millions de francs CFA) sont répartis comme suit: 1/4 pour les remboursements des dettes; 1/4 pour acquisition matériel neuf ou réparation de l'existant; 1/4 pour le fond de roulement et le dernier quart pour les membres du projet. Ainsi, en 1985, les jeunes se sont partagés la fabuleuse somme de 912.500F; chacun devait avoir environ 25.000 Frs.

La somme semble très dérisoire au premier abord, mais c'est sans tenir compte de plus de dix millions de francs CFA en matériel de toutes sortes qui reste leur exclusive propriété. A côté de ce matériel, certains sous projets n'ont pas encore produit ou les produits n'ont pas encore été vendus (cas de l'élevage par exemple). En plus, tous les membres du projet peuvent utiliser gratuitement le matériel agricole pour leur travaux champêtres personnels et le projet vient en aide, en nature et en espèce, à chaque membre nécessiteux.

.../...

Pour toutes ces multiples et diverses raisons, les jeunes sont attachés au travail, à la terre et au village qu'ils ne quittent presque jamais. L'exode rural est inconnu dans ce village.

5.3.2. Sur le plan des comportements individuels et sociaux.

- Chez les femmes: Le Fouladou est une zone traditionnelle où les coutumes gardent encore, d'une manière générale, toute leur vivacité.

C'est aussi une région fortement islamisée (100% à Médina Koundié).

Malgré ce contexte culturel, nous avons observé dans ce village des femmes qui ont su se départir discrètement des facteurs freinants de la tradition. Sans arrogances exagérée, ses femmes savent prendre place parmi leurs frères, leurs pères leurs maris et même leurs fils, pour discuter en détail avec eux des problèmes relatifs à la conception et à la réalisation des activités de développement, secteur jadis strictement réservé aux hommes. Ce genre d'attitude est difficilement concevable dans beaucoup de milieux ruraux sénégalais.

Cette intégration, combien bénéfique des femmes qui sont au début et à la fin de toutes les activités du projet est une réalisation merveilleuse du PIDEK. ELLE mérite d'être saluée.

- Chez les jeunes: Dans ce Fouladou dont nous venons de brosser le contexte socio-culturel et d'ailleurs dans tous les milieux ruraux du Sénégal, les jeunes sont souvent à la traîne des adultes qu'ils suivent docilement dans les travaux des champs, à la pêche ou dans d'autres activités.

A Médina Koundié, les jeunes sont résolu^a de passer ce statuquo. Grace à l'éloquence de leurs activités au niveau de la "JUMK", ils ont su attirer peu à peu l'ensemble des habitants de leur village dans des occupations diverses d'intérêt communautaire.

Il faut, en outre, noter que l'ambiance du PIDEK a eu une remarquable incidence sur l'exode des jeunes. Avec le retour d'un jeune natif du village qui a travaillé pendant plusieurs années dans quelques entreprises à Dakar et à Ziguinchor et qui préfère revenir dans son terroir d'origine pour participer activement aux destinées du PIDEK, on pourrait se demander si on n'assistait pas plutôt à une vague contraire à celle de l'exode. Il faut remarquer que ce jeune est actuellement un élément moteur du projet...

^{que} - Chez les hommes du village: Nous estimons que c'est là les changements de comportements sont plus marquants. Nous croyons que les résultats que nous venons de noter chez les femmes et chez les jeunes, ont été beaucoup facilités par ce qu'on pourrait appeler l'indulgence des adultes.

En effet, c'est parce que les adultes ont su concéder une parcelle de leur autorité traditionnelle aux femmes et aux jeunes que ces derniers ont su s'épanouir dans des directions nouvelles.

C'est dire donc que les adultes ont aussi considérablement modifié leurs comportements, la perception de leurs rapports individuels vis-à-vis des femmes et des jeunes.

.../...

Ils ont su "s'abaisser" au niveau des femmes et des jeunes pour écouter toutes leurs suggestions et tous leurs points de vue dans des domaines dont ils ont traditionnellement fait leur chasse gardée.

Soulignons aussi, dans ce même ordre d'idées, le cas de l'Iman de la Mosquée du village qui, à notre sens, a un comportement qui sort positivement de l'ordinaire.

En effet, à Médina Koundié, nous avons observé un Iman qui accepte de venir s'asseoir parmi toutes les couches de population du village pour parler des problèmes de jeunesse, de développement. A travers ses différentes interventions, nous avons pu apprécier ses idées largement progressistes et mesurer la grande place qu'il occupe dans les séances d'études, d'analyse, de conception et de réalisation des activités du PIDEK.

Nous ajoutons qu'au cours de nos nombreuses assises (réunions, visites, tables rondes...) avec les membres du projet, nous n'avons noté aucune hiérarchisation par rapport aux classes sociales ou aux ethnies. Le bureau des hommes et celui des femmes du PIDEK ont toujours été renouvelés sans aucune considération sur l'appartenance sociale ou ethnique des individus.

C'est là, incontestablement, un ensemble d'acquis positifs, sur le plan matériel et social qui annoncent déjà les immenses possibilités qui s'offrent à ce projet intégré de développement communautaire.

A la lumière de cette description du projet intégré de développement communautaire, nous estimons que Médina Koundié est un village modèle qui nous plonge dans l'Afrique traditionnelle des profondeurs par l'unité de ses habitants, leur cohésion dans toutes les activités quotidiennes et leur sens élevé du travail collectif.

Les habitants, en particulier les jeunes (de 10 à 30 ans) ont su échapper aux ^{mirages} mariages des centres urbains parce que les adultes les ont très tôt intégrés et les ont aidés à trouver les solutions socio économiques de leurs problèmes.

Mais ces jeunes sont aussi des modèles d'obéissance, de facile réceptivité et d'engagement pour la promotion de l'environnement où vivent tous les habitants du village.

Nous aurons constaté que toutes les réalisations de ce PIDEK ont été possibles grace d'une part aux potentialités de tous ordres de cette zone et dont nous avons parlé tout au début et d'autre part à cause de l'encadrement et du soutien de presque tous les services publiques existants dans la région de Kolda d'une façon générale et dans le département en particulier Gouvernance, Préfecture, Sous-préfecture, SODEVA, Agriculture, Elevage, Service Semencier, Hydraulique, AR/CER, IREE...

Comme vous le voyez, tous ces services sont présents, de près ou de loin dans la promotion du projet de Médina Koundié et des autres projets de la zone. Les jeunes en sont très satisfaits; ils nous l'ont affirmé au cours de nos nombreux entretiens.

Cependant, les jeunes nous ont fait savoir qu'ils regrettaient beaucoup l'absence du soutien des services du Ministère de la Jeunesse et des Sports. " Nous sommes des jeunes, nombreux et ambitieux. Nous pensons être sur une bonne voie; alors nous devons bénéficier d'une attention particulière de la part du Département ministériel qui s'occupe de nos semblables dans les autres régions". Ces propos du Président du PIDEK de Médina Koundié choque, à plus d'un titre tout agent du M.J.S.

.../...

L'absence d'activités sportives et socio éducatives dans ce village illustre les inquiétudes des jeunes dans ce domaine.

Au moment où l'heure est au développement, nous avons pensé qu'une place de choix doit être réservée à l'Inspecteur de la Jeunesse dans les projets d'insertion des jeunes.

Au delà des activités traditionnelles de gestion, d'organisation, d'encadrement, de formation... auxquelles l'Inspecteur de la Jeunesse était convié, il serait encore plus bénéfique qu'il s'implique davantage dans des orientations de développement pour devenir un véritable agent de développement aux services des jeunes.

C'est dans cette perspective que s'oriente notre réflexion vers la participation de l'Inspecteur de la Jeunesse à la promotion des projets intégrés de développement communautaire, objet de notre quatrième et dernier paragraphe...

(C) CHAPITRE IV :

// LA PLACE DE L'INSPECTEUR DE LA JEUNESSE
DANS LES PROJETS INTEGRES DE DEVELOPPEMENT
COMMUNAUTAIRE.

"Pour que le développement soit local, il faut que la force de développement soit locale..."

Ce n'est pas normal qu'il y ~~ait~~ ait toujours des gens pour demander et d'autres pour donner... Le système actuel donateurs - récepteurs n'est pas éternel.

Pour que nous soyons indépendants, il nous faut un moyen puissant de financement, d'organisation et de gestion rigoureuse".

Mamadou CISSOKHO

Leader paysan, Sénégal

Au Sénégal comme partout ailleurs en Afrique et dans le reste du monde, on assiste à un phénomène de mutations sociales profondes et rapides.

Ce phénomène dont les causes sont multiples et variées - la détérioration des termes des échanges ; les fluctuations monétaires ; la naissance de structures financières internationales véritables colonisatrices ; les cycles répétés de sécheresse entraînant de mauvaises et insuffisantes récoltes ; les progrès technologiques, la démographie trop rapide ; les systèmes d'éducation et de formation déphasés, entraînant déperditions scolaires, chômage, sous emplois ; les ruées vers les centres urbains, entraînant l'abandon massif des campagnes... ne laisse personne indifférent. Tous les hommes responsables à quelque niveau qu'ils se situent, sont préoccupés par les recherches de solutions pour la sauvegarde de l'humanité

L'épineux problème du développement à la base semble, pour les pays en voie de développement, une solution entre autres. C'est pourquoi, un peu partout, les projets de développement occupent les devants de la scène. Ils semblent ainsi être une voie salutaire pour résoudre les maux des milliers de jeunes sans qualification, sans emploi, sans formation.

Mais ces milliers de jeunes déshérités sont d'abord nos jeunes à nous éducateurs. Notre mission à l'image de celles de notre département de tutelle a toujours été et demeure de les encadrer, de les former, de les organiser

conformément à la politique générale définie par le Gouvernement en matière de jeunesse et de sports.

Cette mission plus que par le passé, appelle de notre part une nouvelle orientation eu égard aux nouvelles mutations sociales et aux nouvelles aspirations de cette populations de jeunes.

Autrefois, et souvent même de nos jours, l'inspecteur de la jeunesse et des sports est relégué au second plan parce que considéré par la société comme "un amuseur d'enfants" et toutes les activités relevant de l'amusement, de la détente, du passe-temps lui étaient spontanément imputées. L'importance de sa mission se trouve encore amoindrie par les très maigres moyens dont il dispose tant au niveau central qu'à celui des régions.

Notre petite expérience dans les régions nous rappelle encore les tristes moments pendant lesquels il fallait courir derrière la voiture d'un autre service, le téléphone, la rame de papier, la secrétaire d'un collègue qui pourtant n'a pas plus de formation ni de bonne volonté que nous. On se souvient encore la modeste place que nous occupions au sein des instances décentralisées de décisions et l'importance souvent secondaire que l'on accordait à nos assises.

Tout cela parceque, lors des débats au niveau des régions, départements et arrondissements, l'on ne parle, très souvent que de problèmes de développement : plan de développement économique et social, budgets des collectivités locales, projets intégrés, programmes de santé, d'hygiène, de vaccination, de semences, de reboisement...

et l'on pense que l'Inspecteur de la jeunesse ne peut pas marquer de son action concrète le secteur du développement.

C'est là un défi qu'il faut relever. Mais comment le faire ? C'est ce que nous tenterons de faire à travers des propositions d'actions concrètes et réalisables.

L'heure est au développement et l'Inspecteur de la jeunesse doit mettre sa pendule à cette heure là. Les jeunes sont ses matières premières et pour cela, il doit s'impliquer dans tous les projets initiés pour eux et avec eux.

Dès lors, dans le cadre de la collaboration, de la formation, de l'animation, du soutien auprès des promoteurs et de l'information il saura faire preuve de volonté participative et se faire ainsi une place d'agent de développement.

1. DANS LE CADRE D'UNE COLLABORATION AVEC LES TECHNICIENS DU DEVELOPPEMENT

Loin de nous l'idée et la prétention de proposer la substitution de l'Inspecteur de la jeunesse aux divers techniciens du développement.

Ceux là qui, des décennies durant, ont lutté pour le développement des populations à tous les niveaux, comme ceux qui, aujourd'hui, luttent encore pour le mieux être des jeunes désemparés par les maux de ce dernier quart de siècle finissant, nous leur reconnaissons de gros efforts, des progrès tangibles et des sacrifices inimitables.

Notre souci sera plutôt de mieux les approcher pour les seconder dans leurs oeuvres nobles et multiples.

Mais quels sont ces techniciens du développement dont on veut faire des partenaires sociaux liés par la cause du développement ?

D'une façon générale, l'éducation, la formation, l'encadrement et l'organisation des jeunes sont devenus l'affaire de toute la société. Mais il y a des structures formelles et informelles qui émergent du grand lot des multiples responsables de cette tâche : les Ministères de l'Education Nationale, du Développement social, de la Jeunesse et des sports, de la Culture, de l'Intérieur, du développement rural, de la Protection de la nature ainsi que les Secrétariats d'Etat chargés des ressources animales et des émigrés. Par les différentes interventions de leurs services extérieurs, sur le terrain, ces structures s'impliquent de près ou de loin dans le développement des populations en général et des jeunes en particuliers (les divers projets ruraux et urbains).

Dès lors, les partenaires de l'Inspecteur de la Jeunesse sont facilement identifiés. Il lui appartiendra alors pour répondre à nos vœux, de leur tendre la main pour une collaboration plus active dans tous les domaines intéressant les jeunes et particulièrement dans celui du développement communautaire, objet de notre présente étude.

Dans le cadre du comité départemental de développement (CDD) et du Comité régional de développement (CRD) L'Inspecteur de la jeunesse doit se concerter avec eux pour l'élaboration des projets initiés pour les populations jeunes.

Il doit être toujours partie prenante dans leurs tournées, leurs visites, leurs prospections, leurs réunions, leurs programmes dans les domaines qui intéressent le développement

.../...

Ainsi, des comités restreints de promotion des projets de jeunes peuvent être créés aux niveaux régional et départemental. L'Inspecteur de la Jeunesse fera partie des principaux animateurs.

Les projets que la SODEVA, l'Agriculture, le Développement Social, le Secrétariat d'Etat chargé des émigrés, l'Elevage, la Jeunesse, ont déjà initiés ou vont initier, feront ainsi l'objet de programmes communâ, supervisés par les autorités supérieures mais animés et exécutés par les techniciens de ces différents secteurs. L'Inspecteur de la Jeunesse sera alors au début et à la fin de tous les projets de développement communautaires.

Cela lui permettra d'être toujours auprès des jeunes dans les associations et groupements villageois et surtout, il saura profiter des moyens des autres collègues pour participer à la promotion du monde rural.

Il reste entendu que l'Inspecteur de la Jeunesse devra se recycler dans ce sens. Et seule cette collaboration active et permanente lui permettra de s'informer, de se former davantage auprès de ses partenaires pour parachever ses armes sans complexe dans le secteur des techniques de développement à la base.

Dans la même perspective, nous pensons qu'il est temps que la formation des Inspecteurs de la Jeunesse connaisse une plus grande amélioration dans le sens des besoins que nous imposent les multiples transformations sociales et économiques.

2.- Par le biais de l'initiation aux actions de développement: Elaboration et gestion des petits projets.

Dans ce sous titre, nous insisterons essentiellement sur la formation des jeunes pour mieux les aider à réussir les projets de développement dans lesquels ils travaillent et à prendre goût davantage à l'élaboration et à la gestion de ces projets.

Nous reconnaissons les efforts immenses réalisés dans ce domaine par nos collègues (séminaires, stages...) mais nous souhaitons que les efforts ne soient plus vains car l'expérience a montré que les autres techniciens du monde rural ne sont pas assez associés à nos sessions de formation, que le suivi de la formation laisse encore à désirer, que la formation n'est pas harmonisée (déséquilibre entre les régions dans le cadre de la formation et l'initiation aux projets), que les jeunes ne sont pas toujours intéressés à partir de cas qui leur sont propres...

Forts de tout cela, nous proposons des thèmes pratiques de formation, à partir de fiches techniques. Ces thèmes et fiches ne sont qu'à titre indicatif, donc non exhaustifs. Le formateur saura les adopter aux besoins des milieux, des cibles et des programmes élaborés.

En tout état de cause, nous pensons qu'ils pourront faire l'objet de programmes (à enrichir) de formations susceptibles de susciter les goûts du travail. Plus intéressant encore, ces thèmes et fiches bien élaborés pourront à n'en pas douter, aider les jeunes à mieux gérer les projets, à mieux comprendre les secrets et techniques de la gestion, à un niveau élémentaire tout au moins.

Cela nous le pensons, dans la mesure où nous sommes certain qu'une des faiblesses des associations de jeunes en matière de gestion reste le manque d'information et de maîtrise de certains concepts, documents et principes de gestion et d'élaboration de projet tout de même très faciles.

Nous proposons ainsi, que dans le cadre de son programme habituel de formation, l'Inspecteur de la jeunesse, chef d'un service départemental ou régional réserve une place prépondérante à la formation au développement communautaire.

Il pourra alors s'appuyer sur les projets existants dans sa localité et sur ceux en voie d'exister. Il aura à faire un recensement de ses structures et à planifier sa formation.

Mais, puisqu'il s'agit d'aider au développement à la base, nous insistons sur des sessions de formations en milieu rural. L'Inspecteur, avec ses collaborateurs doit trouver les moyens de descendre dans les villages, auprès des associations et groupements. C'est sur place qu'il faut former les jeunes, pour faire bénéficier le maximum de cibles de la formation. Une session par mois et par village intéressé suffira. La durée sera fonction des besoins, de moyens disponibles et de l'envergure du groupe ciblé. Les moyens personnels du service seront forcément conjugués avec ceux des partenaires techniques dont on a parlé plus haut. C'est là que les efforts de collaboration et d'intégration avec les autres services feront leurs fruits.

Auparavant, les thèmes et fiches que voilà devront être étudiés, affinés avec les autres techniciens du département ou de la région, au sein des comités restreints proposés plus haut:

THEME N°1: Comment obtenir un financement pour l'association?

Fiche technique n° 1: critères de sélection des projets

a°)- Préambule: Les critères de sélection des projets sont régis par la déclaration de principe de l'association qui définit sa conception du développement en général et de celui qu'elle entend réaliser en particulier.

b°)- La finalité des projets:

- Répondre à un besoin exprimé par leurs promoteurs autonomes, mais surtout par les bénéficiaires eux-mêmes.

.../...

- Priorité à un projet de développement intégré et auto-centré, c'est à dire établissant une liaison logique et fonctionnelle entre les activités économiques, sociales et culturelles, d'une part, et créant les circuits économiques internes, d'autre part.

- Assoir une formation-animation pour encourager le maximum de participation des intéressés et préparer la prise en charge du projet par eux-mêmes.

- Elévation quantitative et qualitative du niveau de vie des bénéficiaires.

- Créer un effet multiplicateur dans l'environnement.

- Atteindre dans un bref délai le maximum d'autonomie.../

c°)- La conception des projets:

- Le projet doit être, le plus que possible, conforme à l'esprit du plan de développement économique et social du Sénégal.

- Il doit être conforme à la mentalité, au génie propre de la population concernée.

- Il doit s'appuyer, au tant que possible, sur la main d'oeuvre locale et utiliser une technologie intermédiaire.

- Il doit s'attaquer aux phénomènes de domination et de dépendance.

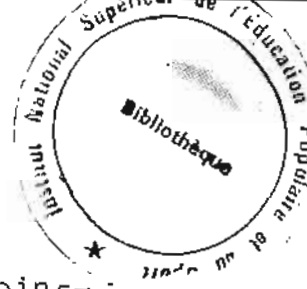
- Le projet, en retour, doit donner lieu à une information de la population et des milieux politiques sur les problèmes du tiers monde.../.

Fiche Technique N° 2. Présentation d'une demande de financement

a°)- Sommaire: exposé des motifs

b°)- Présentation de l'O.N.G: Historique

+ Bilan d'activités



c°)- Titre du projet:

d°)- Objectif du projet:

+ Globaux

+ Spécifiques (études du milieu-réponses aux besoins-justifications)

e°)- Organisation du projet

+ Technique

+ Administrative

+ Formation participation

f°)- Moyens du projet:

+ Humains disponibles / à obtenir

+ Matériels (liste)

+ Financiers

g°)- Plan de déroulement opérationnel du projet

+ Calendrier

h°)- Coûts du projet

+ Investissements (liste-prix-amortissements)

+ Fonctionnement

i°)- Rentabilité du projet:

+ Compte d'exploitation

+ Justification économique

j°)- Financement

+ Apport d'O.N.G

+ Ressources locales ou financement local

+ Produits/vente

+ Autres apports existants

+ Financement sollicité

k°)- Autres documents annexes.../.

FICHE TECHNIQUE N° 3: Conseils pratiques pour présenter
une demande de financement pour un
programme de développement rural.

1°)- Présentation de l'association:

- 2 pages au maximum.
- Situer l'association
- Etablir un bilan d'activités de l'association
- Chiffrer si possible les résultats obtenus
- Montrer la participation des populations et les bénéficiaires tirés.

2°)- Titre du projet

- Etre précis
- Choisir un titre court: 5 à 10 mots
- Faire bien distinguer le titre des autres activités de l'association

3°)- Les objectifs du projet

- Distinguer objectifs globaux/ Objectifs spécifiques
- Eviter les généralités comme " développement économique et social de la région " mais " introduire la culture attelée dans la zone" ou " diminuer le travail des femmes"..
- Les objectifs doivent être quantifiables et vérifiables.

4°)- Justification du projet:

- Présenter les résultats de l'étude du milieu
- " les problèmes trouvés
- " les solutions que vous souhaitez leur apporter.

5°)- L'Organisation du projet:

- Présenter l'organisation technique d'une façon très claire et succincte/
- Présenter l'organisation administrative: secrétariat-finances-décisions...
- Présenter l'élément formation/~~prax~~ animation= participation des populations, la nature de la formation prévue, les bénéficiaires.

6°)- Les moyens du projet:

- Faire liste des membres, techniciens, leaders...
- Faire liste du matériel disponibles sans gonfler (contrôler le possible)
- signaler globalement les moyens financiers existants.

7°)- Le déroulement du projet

- Décrire en détail comment se réalisera le projet: date de démarrage, les différentes opérations, les délais de réalisations. C'est le "calendrier opérationnel" du projet qu'il faut faire.

8°)- Les Coûts du projet: d'investissement et de fonctionnement.

- ne pas les confondre, ni les mélanger:
 - x Coûts d'investissements: listes matériels, équipements, machines ou autres à acheter (présenter facture proforma et devis de construction sans ratures ni surcharges).
 - x Coûts de fonctionnement: salaires - produits, entretien

9°)- La rentabilité du projet:

- + Economique: dresser un compte d'exploitation prévisionnel (D/R/B).
- + Sociale: impact sociale bénéfique pour les participants, le village, l'environnement.

10°)- Le Financement du projet:

- Chiffrer l'apport des participants (financier ou matériel)
- Indiquer s'il y a un premier financement local.
- Evaluer les recettes éventuelles des ventes
- Dégager alors le montant de l'apport sollicité.

Attention ici, inscrire les chiffres en monnaies locales, préciser le taux d'échange officiel entre la monnaie locale et celle du pays auquel vous envoyez votre demande.

11°)- Documents annexes

- Les joindre avec une fiche récapitulative au dossier.

THEME N ° II: Comptabilité simple, budgets et Trésorerie:

Fiche Technique N° 1: Modèle de reconnaissance de dette

Je soussigné (nom/Prénoms) Mandiaye THIAM, compte n° 16, profession: Exploitant de bananes, adresse: Diakhao Sine, route de Ndoffène, reconnais devoir à l'association: " Les Elffes " la somme (en chiffres): 150 000 (en lettres) Cent cinquante mille francs (CFA), à titre de crédit suivant demande n° 0021 du 13/4/1974.

Je m'engage à rembourser le montant dudit crédit en capital et intérêt au taux de 10% en 15 traites de 10 000 chacune, à partir du 12/2/1975.

J'accepte en outre de payer toute traite en retard entraînant des intérêts moratoires ainsi que tout autre frais découlant de ce retard.

Fait à Diakhao Sine, le 2 / 3 / 1976

Signature ou empreinte

Ce modèle de reconnaissance de dette est intéressant pour plusieurs raisons:

L'expérience nous a toujours montré ^{que} les biens des associations (en espèces comme en nature/ sont souvent prêtés aux membres qui constituent pour une période des nécessiteux parce que ayant un cas urgent à régler (décès, baptême, mariage, destruction de maison...) sans de véritables pièces de justification du prêt consenti. Dans la plupart des cas, ces prêts sont remboursés à moitié et sont souvent même non remboursés.

.../...

Apprendre aux associés à remplir de tels modèles de reconnaissance de dettes pourrait amoindrir le mal et peut être cultiver le respect du bien commun. Il permettra aux gestionnaires de détenir des pièces à conviction, ce qui lui facilitera toute poursuite pour entrer dans les fonds du groupe.

Nous rappelons, une fois de plus que ces fiches sont à titre indicatif.

Fiche Technique N° 2: Modèle de reçu.

Reçu n° 0024

Je soussigné _____
déclare avoir reçu de l'association* "Les Elfes " BP 241,
à Diakhao la somme de: _____
objet de la dépense _____

Signature

Diakhao Sine, le _____

Fiche Technique N° 3: Modèle de quittance

Association " Les Elfes"

Quittance n° 0019

Récépissé n° 2496. M.I du 2/4/74

Je soussigné, Trésorier de l'Association" Les Elfes"
BP 241 à Diakha Sine, reconnais avoir reçu de _____
la somme de _____ (en lettres et en chiffres)
objet du versement _____

Diakhao, le

Pour l'Association,
Le Trésorier

- L'original pour celui qui verse
- Une copie pour la comptabilité du Trésorier.

Il insistera sur les différences, les avantages, les inconvénients, les procédures de retrait, de virements.

Dans cette même perspective, l'Inspecteur formateur, expliquera avec des modèles à l'appui les notions d'Avis de débit, d'Avis de crédit, d'ordre de virement...etc. La liste n'est pas limitative et les documents existent et peuvent être trouvés.

Fiche Technique N° 6: Commande-livraison-facture

(1) Modèle de bon de commande:

Association les "Elffes"
BP 241, Récépissé n° 2496 du 2/4/74
Diakhao Sine/ Région Fatick/ Sénégal

/ Bon de commande n° 2540 /

Veillez nous livrer aux conditions les plus favorables les marchandises suivantes:

Quantité	Désignation	Prix UN.	Prix Total	Observation
12	Tôles aluminium	3 500	42 000	
120	écrous 05mn/42	150	18 000	
3	Sacs ciment	12 000	36 000	
			<u>96 000</u>	

- Remise de 10% pour paiement dans les 30 jours

- Délai de livraison: dès arrivée du stock.

Diakhao Sine, le 10/5/76

Pour l'association:

- Le Président

- Le Gestionnaire:

- Le Trésorier:

.../...

(2) Modèle de bon de livraison:

Librairie Papeterie "Le Sine"
Avenue Koumba Ndoffène Famak
Fatick

Fatick, le 25/11/1975

Bordereau de livraison

Association les "Elffes" BP 241 - Diakhao Sine

Quantité!	Désignation	P.U	P.T
25	Crayon Bic	40	1 000
2	Rames papier	2 500	5 000
1	Boîtex stencils	5 000	5 000
2	Boîtes craie	300	600
1	Eponge	200	200
			11 800

Signature

.../...

Librairie Papeterie le Sine
Avenue Kamba Ndoffène Famak
Fatick

Fait, le 13/3/1975

/ Facture N° 00252 /75 /

Association les "Elffes" BP 241, Diakhao Sine

Doit _____

Quantité !	Désignation !	P.U !	P.T
25 !	Crayons Bic !	40 !	1 000
2 !	Rames paapiers !	2 500 0 !!	5 000
1 !	Boîtes stencils !	5 000 !	5 000
2 !	Boîtes craie !	300 !	600
1 !	éponge !!	200 !	200
!	!	!	11 800

Arrêté la présente facture à la somme de:
Onze Mille Huit Cents Francs

Signature

- Nous pouvons, pensons-nous, nous arrêter à ces deux thèmes car notre souci était seulement, à partir d'exemples concrets pris dans la vie des associations, de montrer comment l'Inspecteur de la Jeunesse pouvait facilement initier les jeunes à la gestion de leur projet de développement.

Il reste entendu que d'autres thèmes très riches peuvent faire l'objet de sessions de formation, de courte durée et ne nécessitant pas de frais énormes.

A titre d'exemple supplémentaires, voici d'autres thèmes:

- La gestion des petits projets de développement communautaire

avec des fiches techniques intitulées:

- x calcul de coût au km d'une voiture du groupement
- x Comment déterminer un stock prévisionnel d'une banque de céréales
- x Comment calculer la rentabilité d'un moulin à mil
- x Comment gérer un moulin à céréales.../.

- La comptabilité d'exploitation d'une association.

- x Comment établir un compte d'exploitation. (ici le travail peut se faire à partir d'exercices pratiques et faciles).

- Subventions et contrôles financiers d'une association

- x Comment justifier les fonds remis, auprès des donateurs
- x Comment vérifier les espèces en caisse (travail de routine du gestionnaire ou trésorier du groupe)
- x Comment faire un rapprochement bancaire
- x Comment présenter une note de frais après une mission que l'association vous avait confiée.
- x Quels sont les contrôles à effectuer au sein d'une association.

- Animation et participation des membres d'une association

- x La cohésion du groupe
- x L'association et la sensibilisation au travail
- x La participation des membres
- x Le rôle des leaders

- L'Etude des milieu

- x L'inventaire des préoccupations des jeunes
- x "- "- besoins "- "-
- x "- "- ressources "- "-
- x Les problèmes rencontrés par les jeunes.

.../...

- Planification et programmation dans les associations

- x Les activités d'un programme
- x Méthodes de programmation des activités
- x Méthodes de planification
- x Elaboration d'un programme

- Formation, Information, documentation au sein d'une Association

- x L'alphabétisation
- x La création du journal de l'association ou de la bibliothèque rurale...

- Techniques de communication :

- x La prise de parole en public
- x La rédaction des lettres de l'association
- x L'organisation et le déroulement des réunions
- x Le rapport et le procès verbal
- x Le secrétariat d'une association

Si nous nous référons à l'expérience de certains projets initiés çà et là dans le pays, force nous est de constater que certains qui ont échoué, l'ont fait à cause, d'une part, certes des mauvaises études de factibilités, des conflits de générations, de la gestion éloignée des fonds mais d'autre part, ils ont échoué par manque de formation des jeunes qui les gèrent. Et les différents thèmes et fiches que nous avons proposés, pourrons aider à pallier certaines insuffisances fréquentes à ce niveau.

Toutes ces pièces, très fréquentes dans le langage de la gestion sont connues, mais superficiellement. Il faut que les jeunes les découvrent plus en détails pour mieux les utiliser, les déchiffrer, les comprendre.

3- A travers une animation orientée vers le développement :

Le volet Animation occupe généralement une grande place dans les programmes des services extérieurs du Ministère de la Jeunesse.

Nous n'apprenons donc à personne ce qu'il doit mettre dans son programme, mais nous voudrions proposer que ces programmes soient davantage orientés vers le développement.

Nous avons vécu l'expérience du projet de développement de Médina-Koundié et nous avons constaté que le volet animation y est totalement absent.

C'est ainsi que nous pensons que l'Inspecteur de la jeunesse ayant déjà intégré les activités de développement qui s'élaborent au sein des projets de jeunes, peut facilement inciter les jeunes à mettre sur pied un programme d'animation sportive et socio-éducative avec la création de terrains de jeux, de troupes théâtrales, de cellules de visites, de rencontres, de découvertes, d'échanges. A l'occasion de ces brassages, des 'tournois' peuvent être organisés entre les jeunes pour animer les villages.

- Les aires de jeux : Dans le cadre de ses visites, de ses sessions de formation, l'Inspecteur pourra aider les jeunes à tracer des aires de jeux en s'appuyant sur les moyens des communautés rurales, des CER, des bonnes volontés et même des moyens du projet lui même si ses réalisations sont substantielles.

Ainsi des tournois de foot-ball, de lutte peuvent être organisés entre les villages où les jeunes disposent de projets de développement, d'une façon rotative.

De telles rencontres seront l'occasion d'animer les localités mais aussi, les participants pourront visiter les réalisations de leurs camarades en matière de développement et de recherches de solutions aux problèmes de l'emploi. Chacun s'enrichira alors des expériences des uns et des autres, à travers les explications, les exposés, les démonstrations... Le goût des activités de développement pourra être davantage cultivé entre les jeunes de localités voisines.

Les méthodes de travail, de répartition des tâches, de suivi, des programmes... sont échangées durant une matinée. L'après midi sera réservé aux rencontres sportives.

- Dans le domaine du théâtre et des autres activités de découverte, les jeunes peuvent faire la même chose. Les jeunes de localités éloignées peuvent même s'inviter pour jouer du théâtre et visiter des périmètres réalisés par leurs hôtes.

4 - Par une information et un soutien auprès des promoteurs d'actions de développement

En milieu rural, l'information n'est pas toujours bien perçue. Quelque fois même, malgré l'existence de jeunes instruits, elle n'existe pas et les jeunes, par paresse ou désintéressement, ne vont pas vers elle.

Dans le monde actuel, l'information est une nécessité pour réussir n'importe quel projet. Les choses vont très vite et les estimations d'aujourd'hui sont dépassées une semaine après.

.../...

Il faut donc, que l'inspecteur de la Jeunesse aide les jeunes qui travaillent dans les projets à s'informer, à comprendre beaucoup de choses qui sont nécessaires pour réussir dans le travail.

Nous retrouvons alors le volet formation qui est au début et à la fin de toute action de développement.

Il faudra donc, à cet Inspecteur là, qu'il soit lui même très bien informé. Nous n'insistons pas, outre mesure, car nous pensons qu'il est cadre de son département, investi d'une confiance et d'un espoir qu'il ne peut pas décevoir.

Après avoir été à l'information, par les divers documents existants, l'Inspecteur initiera un programme de formation comme nous l'avons vu plus haut dans lequel un important volet sera réservé à l'information.

Mais informer les jeunes sur quoi dira-t-on.

Puisqu'il s'agit d'une participation active de l'Inspecteur à la promotion des projets de développement communautaire, il sera question surtout de l'information sur les techniques, les expériences, les méthodes, les outils... relatifs au développement. Ainsi, dans le cadre de ses sessions de formation, l'Inspecteur retiendra des thèmes d'information tels que : Les notions de développement (définition, catégories politique de développement...); les barrages (avantages, perspectives au Sénégal...); La géographie physique du Sénégal (cadre physique, pluviométrie, sécheresse, agriculture...); La culture de l'arachide (histoire, évolution, difficultés, perspectives...); Le commerce (national, international, échanges, prix, importations, exportations, registre de commerce, la fraude, les marchés...); La Nouvelle politique Agricole (NPA); La nouvelle politique industrielle; l'Ecole Nouvelle-

- L'exode Rural (causes évolution, conséquences...) Les maux de la Jeunesse (mal formation, sous emploi, chômage...) ; les fluctuations monétaires... etc...

Ces informations sont nécessaires pour réussir beaucoup d'entreprises dans la vie. Les jeunes qui travaillent dans les projets, en particulier, en ont largement besoin pour mieux comprendre les mutations (~~et pour mieux comprendre les mutations~~) et pour mieux gérer les acquis.

Il faudra des documents et des recherches pour réussir une telle entreprise ; nous pensons que les cadres du Ministère de la Jeunesse sont à la hauteur de la tâche... D'ailleurs, si l'Inspecteur, dans le cadre de sa collaboration au niveau régional et départemental, a su bien intégrer les autres techniciens du milieu, il n'aura pas, en principe des difficultés majeures.

Dans une autre perspective, l'Inspecteur demeure l'interlocuteur des jeunes auprès des pouvoirs publics, de toutes les bonnes volontés désireuses d'aider les jeunes à s'insérer dans les circuits de production. A ce titre, il faudra qu'il remplisse intégralement cette délicate mission ; il pourrait être souvent agressé, à ce titre par toutes les structures qui cherchent, par tous les moyens à s'approprier la gestion de la jeunesse.

Il lui appartiendra alors de faire preuve de patience, d'intelligence et d'esprit de coopération et de collaboration permanentes pour préserver les intérêts des jeunes.

.../...

Les autorités locales, les techniciens des divers services de la localités, les Ambassades comme les multiples ONG sont sensibles à la nécessité d'aider à la promotion des projets de développement communautaire pour réussir l'insertion des jeunes. L'Inspecteur de la Jeunesse, conscient de ce fait, doit chercher à aller vers eux pour défendre les intérêts des associations et groupements. Il servira ainsi de soutien aux jeunes et aidera à orienter les interventions de toutes les structures qui participent à la lutte contre le sous développement.

En somme, il s'agit d'un nouveau type d'Inspecteur de la jeunesse que nous proposons. Celui qui, en plus de ses anciennes attributions, aura toujours à l'esprit que l'heure est au développement et qu'il est, comme tous les autres cadres de ce pays, interpellé par les défis qui ont pour noms : sous-emploi, chômage, mal infirmation, mal formation, exode rural, sécheresse etc...

Il doit davantage prendre conscience de la nécessité de dépasser les cadres du Sport et de l'éducation populaire, pour davantage accorder une place de cité aux projets de développement communautaires initiés par les jeunes et pour les jeunes.

A partir d'une intégration complète dans les groupes de techniciens du monde rural et sur la base d'une coopération et d'une collaboration active, il saura se faire une place honorable susceptible de lui permettre d'aider les jeunes par la formation, l'information, l'animation à promouvoir les actions de développement pour une meilleure solution à leur insertion socio-économique.

Acquis à la cause de la lutte permanente pour le développement, par le biais d'une participation concrète et active auprès des associations et groupements de jeunes qui s'adonnent aux actions de développement, l'inspecteur de la jeunesse aura acquis sa place d'agent de développement.

C O N C L U S I O N :

Nous voilà arrivé au terme de notre réflexion. Il faut à présent conclure. Mais conclure un thème aussi complexe que le développement n'est pas une chose aisée, surtout quand il faut, en plus, souhaiter que l'Inspecteur de la Jeunesse oriente, le maximum possible, ses actions vers la promotion des projets intégrés de développement communautaire, au profit des jeunes.

Malgré les multiples expériences, en matière d'initiation, d'élaboration et de conduite de projets en milieu rural, pour les jeunes et souvent avec les jeunes: opérations " Ecole rurale ", "chantiers écoles "; Jeunes volontaires; Enseignement moyen pratique; petits projets divers etc... des efforts restent encore à faire pour trouver la véritable solution de l'insertion de ces forces vives que sont les jeunes...

C'est dans cette perspective que nous avons choisi d'examiner l'exemple du projet intégré de développement communautaire du village de Médina Koundié, dans le département de Kolda. Nous sommes parti de cette structure bien organisée pour tenter de trouver un type de développement conforme à la réalité des pays sous-développés et pour avoir comment insérer l'Inspecteur de la jeunesse dans de tel type d'activités pour mieux le rapprocher des jeunes et faire de lui un agent de développement.

Tout au cours de la première partie de notre étude, nous avons pu noter quelques caractères dominants du contexte physique et socio économique de ce pays.

.../...

En raison de la forte proportion des ruraux au sein de sa population et compte tenu de la grande dépendance de l'ensemble des secteurs vis à vis de celui de l'Agriculture, le Sénégal présente les traits d'un pays à double vocation agricole.

L'état ^à aléatoire de la pluviométrie nous est apparu comme étant l'origine de plusieurs difficultés qui secouent ce pays: une baisse de la production intérieure brute (avec cependant une amélioration sensible ces deux dernières années) engendrant un retrécissement des facteurs financiers; une dégradation du niveau de vie du monde rural; un inquiétant déficit vivrier.. et une désertification progressive.

Néanmoins, le Sénégal s'est révélé à nos yeux comme étant un pays jouissant de privilèges assez importants: une population jeunes qui traduit de réelles possibilités en ressources humaines, un inestimable potentiel d'eau et de ~~exxx~~ terres irrigables.

Tous ces facteurs, favorables ou défavorables, sont autant de raisons qui ne suggèrent pas au Sénégal d'opter pour une économie de croissance. A notre sens, le pays doit plutôt trouver ^{un type} de développement susceptible de lui permettre de résoudre l'insuffisance des moyens financiers par une utilisation efficiente de son riche potentiel humain et de contourner les difficultés dues à l'état d'une pluviométrie irrégulière grâce à l'exploitation adéquate de ses immenses possibilités dans le domaine des cultures sous aménagements hydro-agricoles (l'avenir peut être prometteur avec les récents barrages).

Dès lors, tout semble inviter le Sénégal, à choisir un développement de type communautaire qui pourra favoriser l'élimination progressive de ses principales difficultés socio économiques. Cette forme de développement vise la satisfaction des besoins des populations avec leur participation.

L'expérience du PIDEK de Médina nous est apparu comme une éloquente illustration de ce mode de structure de développement organisée et animée par les jeunes du village. Nous avons pu mesurer la place que ce projet réserve aux cultures irriguées et les possibilités qu'il offre à l'accès à l'autosuffisance alimentaire (un des défis de notre temps) . De même, tout laisse apparaître que ce projet intégré pourra avoir une incidence heureuse sur la lutte contre l'exode rural et la désertification.

L'étude du PIDEK nous a montré que les financements d'origine externe, tout en permettant de résoudre l'insuffisance des moyens financiers des pays sous développés, pourraient aussi compromettre dangereusement l'orientation des programmes de développement de ces états.

Sur un tout autre plan, nous avons pu remarquer de favorables changements de comportements sociaux chez les Médina-Koundiéens obtenus grâce à l'ambiance particulière du fonctionnement du projet.

L'action du Centre d'Expansion Rural (CER) de Dabo à Médina Koundié nous a permis de nous rendre compte que le rôle d'une structure technique d'encadrement en milieu rural est d'aider les paysans (surtout les jeunes)) à s'organiser, dans l'exploitation des possibilités de leur milieu afin de ^{satisfaire} résoudre leurs besoins.

Le PIDEK, projet de développement de type communautaire nous a amené à percevoir la nécessité d'une décentralisation de l'action des services techniques de l'Etat jusqu'au niveau de chaque village afin que les agents du monde rural puissent cerner de plus près les besoins des populations et trouver avec elles des solutions à leurs préoccupations urgentes en fonction des spécificités de leur environnement physique et humain.

Les enseignements que cette étude nous a permis de tirer annoncent un certain nombre d'issues nouvelles qu'un développement de type communautaire pourraient ouvrir.

Certes, en raison de la vocation agricole du Sénégal et du projet intégré que nous avons présenté, notre étude s'est beaucoup plus penchée sur des considérations concernant le secteur de l'Agriculture. Toutefois, nous ne perdons pas de vue que tous les domaines de la vie économique et sociale sont intimement imbriqués les uns aux autres. D'ailleurs, un développement de type communautaire dont le PIDEDEC pourrait être un exemple, ouvre de nouvelles perspectives à la promotion des autres secteurs socio économiques.

En effet, la possibilité d'intégrer plusieurs villages autour d'un même programme de développement, dont les jeunes de Médina Koundié ont donné le ton avec les villages environnants, peut laisser entrevoir de réels espoirs pour la naissance d'une industrie de transformation des produits agricoles.

L'engouement suscité par ce projet peut à court terme favoriser l'ouverture des programmes scolaires sur la vie et l'adoption d'une pédagogie encore plus active dans les écoles.

Dans le secteur sanitaire, l'expérience du sous-projet "pharmacie villageoise" décrite plus haut, pourrait permettre une meilleure réussite de la politique des soins de santé primaire.

Aussi, le mode d'organisation et de fonctionnement du PIDEDEC, bien que destiné plus particulièrement au développement du secteur agricole, pourrait bien être adapté dans le domaine de l'élevage et de la pêche.

.../...

Enfin, tout au long de la deuxième partie de cette étude participative, nous avons montré que le développement, de nos jours, est devenu l'affaire de tous. Les nombreux défis interpellent tout le monde. Chaque individu, dans cette société menacée de partout, doit mobiliser ses forces pour la sauvegarde de l'Humanité. Dans cette perspective, l'Inspecteur de la Jeunesse ne doit pas rater le rendez-vous du développement, lui qui a en charge l'organisation, la formation, l'insertion, l'encadrement des jeunes. Il n'est pas le seul mais il fait partie des principaux responsables.

Notre étude nous a permis de montrer, à partir d'exemples pratiques et concrets, axés sur la formation et l'information, que l'Inspecteur de la Jeunesse pourrait intégrer le groupe des techniciens du monde rural et œuvrer ainsi pour le développement par la participation active à la promotion des projets intégrés qui sont initiés pour les jeunes.

C'est là, avons-nous pensé une voie salutaire pour mieux approcher utilement les associations et groupements dans le but de les aider à résoudre leurs problèmes.

Aussi, les voies et moyens proposés par notre étude, pour que l'Inspecteur de la Jeunesse oriente davantage ses actions vers les projets de développement ne s'arrêteraient pas seulement au volet formation mais pourraient être élargis à l'animation...

D'une manière générale, cette étude nous a permis de nous rendre compte d'une part que le développement est un tout conçu en fonction des besoins de l'homme et réalisé par l'action de l'homme et d'autre part que le cadre du Ministère de la Jeunesse peut et doit mettre sa pendule davantage à l'heure du développement pour plus de crédibilité et de considération de la part de cette Société préoccupée par sa survie et son développement.

Serait-ce là autant de considérations légitimes qui, du reste, auraient inspiré celui qui a affirmé que " l'homme est au début et à la fin du développement" ?

//) O C U M E N T S

// -)) N N E X E S

- 6/6/6/6/6/6/6/6/6/6/6 -

A ce niveau l'interrogation est complexe:

- Choix technique apprécié en fonction du milieu,
- Activités cernées en amont et en aval

1°)- Matière première:

Traitement / Conditionnement
Travail à effectuer

2°)- Niveau technique requis:

- Formation nécessaire
- Période d'activité
- Occupation dégagées
- Possibilités de réinvestissement

3°)- Instructures du marché:

- Matériel / effectif
- Local / extérieur

Pour finir par un compte d'exploitation prévisionnel dans l'exemple d'un plan productif.

En définitive, il est possible en maîtrisant bien les indices de coûts et prix d'affiner l'analyse par la détermination des consommations intermédiaires et la valeur ajoutée qui cerne bien l'effort entrepris et indice probant du résultat.

Il est clair que des projets sociaux spécifiquement ne contiendront pas de tels éléments d'analyse. Toutefois leur niveau d'intégration:

- Planification nationale;
- Insertion régionale;
- Liaisons avec d'autres projets;

pourra valablement attester de l'opportunité de leur mise en oeuvre.

4°/- PARTICIPATION DES POPULATIONS

Les projets n'ont de sens que s'ils permettent aussi d'impulser une dynamique de changement social et contribuer à créer une mystique du développement.

Aussi l'effort d'implication et de prise en charge revêt une importance capitale dans l'élaboration et la mise en oeuvre d'un projet.

- Présenter les facteurs limitants et contraintes.

Cette rubrique - plus que la présentation - permet de combiner les activités et méthodes et offre un cadre aux choix à opérer.

2°/- FORMULATION DES OBJECTIFS

- Connaissant la zone, le problème localisé et défini, il est dégagé et précisé des intentions d'action et de buts. Ceux-ci amènent à définir et formuler des objectifs.

- D'abord des objectifs généraux
- Ensuite des objectifs spécifiques

Ces derniers sont importants. Ils sont des indicateurs d'action qui annoncent le résultat à obtenir.

3°/ HYPOTHESES D'ACTION

Plusieurs solutions peuvent être possibles, aussi il importe d'opérer un choix et de donner les éléments nécessaires à la justification de choix qui a été opéré.

La justification peut prendre plusieurs formes:

- Analyse - coût/Bénéfice
- Choix politique
- Niveau technologique et technique.

Toutefois, la justification doit bien mettre en relief:

- le pourquoi du choix
- la pertinence par rapport au problème:
- Effet direct et indirect,

Indicateurs - macro - micro

Cette phase pose un problème fondamental. Il s'agit de la faisabilité et de la factibilité d'un projet,

PAR FAISABILITE : on fait référence aux aspects positifs et aux négatifs qui rendent facile, difficile voire impossible l'exécution d'un projet.

PAR FACTIBILITE : Il est fait ici référence à la façon d'exécuter le projet.

- Etude de choix techniques
- Infrastructures
- Matériaux
- Coûts

FICHE D'ACTION DE FORMATION

(Exemple de fiche à préparer pour
présenter une action de formation)

POPULATION CIBLE

NIVEAU INITIAL

OBJECTIFS DE FORMATION

DEMANDE DE FORMATION:

- Méthode
- Situation pédagogique
- Progression pédagogique
- Outils pédagogique
- Evaluation

PROGRAMME DE FORMATION

- Progression thématique
- Organisation de cette progression en séquences de formation
- Programmation prévue
- Evaluation des acquis

ORGANISATION

- Sélection des "apprenants"
- Personnel intervenant dans la formation
- Matériel pédagogique à prévoir

CERTIFICATION

- Outil d'évaluation
- Attestation

Pour remplir cette fiche, vous pouvez utiliser le canevas d'une action de formation qui donnera plus de précisions sur les contenus des rubriques de cette fiche.

Les tableaux thématiques, outils de sélection etc... que vous aurez élaborés pouvant être mis en annexe.

Cette fiche doit contenir l'essentiel sur 2 pages dactylographiées auxquelles on ajoutera les annexes.

1. DESCRIPTION DE LA POPULATION CIBLE

1.1 Situation de la population

Conditions de vie
Conditions de travail
Ressources et problèmes

1.2 Caractéristiques sociales

Age
Profession ou spécialité
Niveau scolaire
Statut
Expérience professionnelle

1.3 Evaluation des besoins de formation

Besoins identifiés
Motivations pour la formation
Attentes par rapport au formateur
Objectifs dans la vie
Importance de la formation souhaitée par rapport aux motivations
aux conditions de travail et de vie
Capacité d'implication dans la formation

1.4 Evaluation des pré-requis

Outil utilisé
Mode de sélection
Capacités requises au départ

2. OBJECTIFS DE FORMATION

2.1 Objectif général

Finalités de la formation
Utilité sociale et économique

2.2 Objectifs opérationnels

Capacités renforcées dans les domaines de formation:

- Gestuel et technologie
- maîtrise de l'environnement de l'artisan et alphabétisation
- gestion des ressources

3 DEMANDE FORMATION

3.1 Conditions préalables à mettre en oeuvre

3.2 Stratégie de formation

Principes

Dynamique de la formation

3.3 Description de la méthode (ou méthodes) études situations de formation utilisées

Progression pédagogique

Evaluation

3.4 Progression thématique

Découpage en séquences avec principaux contenus
de chaque séquence, outil utilisé

3.5 Méthode d'évaluation

4 . MODALITES D'ORGANISATION

4.1 Personnel requis

Formateurs

Autres :

- conventions à passer
- suivi

4.2 Sélections des apprenants

Sensibilisation préalable à prévoir

Organisation de la sélection

Contrat de formation ou d'apprentissage à prévoir

4.3 Matériel pédagogique

Matériel didactique ou auxiliaires pédagogiques

Dossiers ou outils à distribuer

Manuels du formateur

Documents divers du formateur

4.4 Certification

Outils à prévoir ou situation-tests

Jury

Diplôme ou attestation

I°/- LISTE ET ADRESSE DES DONATEURS (NON EXHAUSTIVE)

1°)- ONG Catholiques:

- MISEREOR, MOZARSTRASSE 9 Postfach 1450,51 Aachen,R.F.A
- Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), 4 rue Jean Lantier 75001 Paris. France.
- CEBEMO, P.O. Box 90727 La Haye, Pays-Bas-
- Entraide et fraternité, rue du gouvernement provisoire, 1000 Bruxelles, Belgique.
- Broederlijk Delen, Handelsstraat 73, 1040 Bruxelles, Belgique.
- Développement et paix, 2110 rue centre, Montréal H3KLJ5, Canada.
- CARITAS, Lovenstrasse 3, 60002 Lucerne Suisse.
- Action de carême, Habsburgerstrasse 44, Postfach 754,6002 Lucerne, Suisse.
- Trocaire (The catholic Agency for wôld développement), 169 Booterstoron Avenue, Dublin, Irlande.
- Catholic relief service (CRS), 1011 First, New York U.S.A

2°)- ONG Protestantes:

- Comité Sahel du conseil occuménique des Eglises, BP 1006, Ouagadougou, Burkina Fasso
- Pain pour le prochain, Staffenbergstrasse 76, Struttgart 1, RFA
- HEKS / EPER, Postfach 168, Zurich, Suisse
- CIMADE, service occuménique d'Entraide, 176 rue de Grenelle, 75007 Paris, France.
- Interchuron Coordination commiettee for développement Projets (ICCD), Hollande, P O Box 151, 3700 Ad Zeist, Pays-Bas.
- Evangelische Zentrahstelle für Entrick Lungshilfe (EZE) Mittelstrasse 37, 5300 Bonn RFA.
- Fédération Luthérienne Mondiale, 150 route de Ferney, 1211 Genève 20, Suisse.
- Eglise Méthodique (The Methodist Church), 475 Riverside Droite, New York, N.Y. 10115, USA.

3°)- ONG Laïques:

- OXFAM, 274 Banbury Road, OXFORD OX2 7DZ, Grande Bretagne.
- OXFAM Belgique, 39 rue du Conseil, 1050 Bruxelles, Belgique.
- OXFAM-US, 111 Broadway, Boston Massachusetts, USA.
- Euro-Action-Acord, Francie House, Francis Street, Londres SW1
IDQ - Grande Bretagne.
- Dentscher Volksschul E V (DVV), Rheinalle 1, 5300 -
Bonm 2, RFA.
- Terre des Hommes, 26 rue des Bateliers 93400 St Ouen, France
- Novib, Aliastraat 5-7, La Haye, Pays Bas.
- Comité National de coopération au développement -(CNCD), 76,
rue de Laecken, 1000 Bruxelles, Belgique.
- Helvetas, St Moritzstrasse 15, 8000 Zurich, Suisse.
- Private Agencies collaborating Togethes (PACT), United Nation
Plaza, New Yorks N.Y 10017, USA.
- A.T.International, 1311 H Street, NW, 1200, washintown DC,
20005, USA.
- Camapgne française contre la faim, 42 rue de cambronne, 75015
Paris.
- SOS Faim, 4 rue Laine, 1000 Bruxelles, Belgique.
- Frères des Hommes, 20 rue du refuge 78000 versailles, France
- Suissaid Jubrilaumstrasse 60, 3000 Berne, Suisse.
- Inter Action, 2101 L.St. NW. 916, washintown D.C - 20037, USA
- German-Agro-Action Adenaberallee 134, 5300 Bonm 1, RFA
- Comité de liaison des ONG pour l'environnement (ELC), P.O.Box
72461, Nairobi, Kenya.

4°)- Fondations:

- Ford Foundation:

. BP 1555, Dakar, Sénégal pour l'ouest africain

. P O BoX 4081, Nairobi Kenya pour l'A.O.A.

. 340 East, 43 rd Street, New York 1007, USA.

- The Commonwealth Foundation, Marlborough House, Pall Mall, Londres SW1Y 5 HU, Grande Bretagne.
- The Rockefeller Foundation, 1133 Avenue of The Americas, New York, N.Y 10036, U.S.A
- Fondation Aga Khan, 7 rue versonnex, case Postale 435, 1211, Genève, Suisse.
- African développement Foundation, 1724 Massachusetts Avenue N.W Suite 200, Washington DC, 20036, USA.

Fondations des partis politiques Allemands:

- Friedrich Ebert Stiftung, Kölnerstrasse 149, 5300 Bonn Baid Godersberg.
- Institut Für International Solidaritat (ISI), Rathansallee 12, Postfach 1260, 5205 ST Augustin 1 bei Bonn.
- Friedrich Nauman Stiftung, Hellerog 2, 5305 Alfter.

5°)- Aides bilatérales:

- Service de coopération technique du Ministère des A,E, Muzenstraat 30, La Haye, Pays-Bas.
- Agence Canadienne pour le développement internationale (ACDI), 200 Promenade du partage, Hull, Quelec KIA DGH, Canada.
- Administration générale de la coopération au développement (AGCD), 5 place de champ de Mars, Boîte 57, 1050 Bruxelles.../.

6°)- Aide Régionale:

- Agence de coopération culturelle et technique, 19 Avenue Messire 75008 Paris.
- Sarec, Birger Jarls gaten 61, 5 105/25, Stockholm, Suède.
- Commission des communautés européennes (CEE), 200 rue de la Loi, 1049 Bruxelles Belgique.
- Centre de recherche pour le développement International^{CERI} (CERI), P.O Box 8500, 60 Queen street Ohawa K1G 349, Canada
- Commonwealth fund for Technical coopération (CFTC) Marlborough House, Pall Mall, Londres SWY 5 H.X, Grande Bretagne.

7°)- ONU / Aide multilatérale:

- Programme des Nations Unis pour le développement (PNUD),
866 United Nation Plaza, New York N.Y.10017, USA.
- Bureau International du Travail (BIT), 1211 Genève 22 Suisse.
- Organisation Mondiale de la Santé (OMS) 1211 Genève 27 Suisse.
- UNESCO, 7 Place de Fontenoy 75700 Paris.
- UNICEF, 866 United Nations Plaza, New York N.Y.10017. USA.
- FAO, Food and Agriculture Organisation of the United Nations,
Via dell Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie.
- Programme des N.U.pour l'Environnement (UNEP), P.O.Box 888
30552, Nairobi Kenya.

8°)- Banques de Développement

- Banque Mondiale, 1818 H Street, N.W, Washinton D C 20433 USA.
- Banque Africaine de Développement BAD BP.1387 Abidjan R.CI.
- Banque Ouste Africaine de Développement BP 1172 Lomé Togo.
- Banque Asiatique de Développement, Manilla, Philippines.
- Banque Interaméricaine de Développement Washinton D.C. USA.

II°/- QUELQUES TERMES USUELS (dont la maîtrise est
indispensable pour la gestion ;à titre indicatif)

- 1- Actif: richesse de l'association: les équipements, machines
véhicules, stocks, bâtiments, argent,...
- 2- Aide multilatérale: aide financière fournie par le truche-
ment d'un organisme de l'ONU,
- 3- Aide bilatérale: aide financière accordée par un état direc-
tement à un autre état.
- 4- Amortissement: Technique qui permet de faire supporter le
coût d'un équipement sur plusieurs exercices,
- 5- Apport: Ce qui est apporté par un individu ou un groupe pour
réaliser un programme. Il peut être financier ou maté-
riel (travail, animal, équipement par exemple).

- 6- Avoir : Ce qu'on possède en banque ou en caisse, Un avoir est souvent une recette.
- 7- Bénéfice: Quand les recettes d'un programme sont supérieures aux coûts d'équipement de ce même programme, la marge est appelée bénéfice.
- 8°) Situation: des richesses et des dettes d'une association à une période donnée.
- 9- Bordereau de livraison: document remis à un client qui ne paye pas tout de suite la marchandise qu'il vient de recevoir.
- 10- Budget: Prévisions des dépenses d'un programme, d'un projet.
- 11- Capital: au bilan, c'est la différence entre les richesses et les dettes, Son capital, c'est sa richesse.
- 12- Cash: Payer par la caisse au comptant.
- 13- Caution: garantie financière donnée par une personne connue à laquelle on fait confiance.
- 14- Chèque: barré: Chèque remis à un créancier qui doit obligatoirement le remettre à sa banque pour créditer son compte ; impossible de l'encaisser.
- au porteur: équivalent d'un billet de banque. Dangereux, car en cas de perte, tout le monde peut l'encaisser.
- nominatif: chèque qui porte votre nom et qui peut être encaissé par vous avec votre pièce d'identification
- En blanc: Chèque signé sans avoir mentionné le nom du destinataire et le montant, Très dangereux. A toujours éviter.
- 15- Classement: système qui permet de classer les documents pour les trouver rapidement.
- 16- Co-financement: financement accordé par deux, trois ou plusieurs agences en même temps. Financement conjoint
ONG / Gouvernement
- 17- Compte d'exploitation: Compte qui centralise les dépenses et les recettes d'un même programme et qui permet et d'établir si vous faites un bénéfice ou une perte.

- ou m. b. de
- 18 - Consommation = somme que vous avez dépensée ^v de litres de carburant que vous avez dû mettre dans la voiture pour parcourir un trajet donné.
- 19 - Créancier = personne, association, entreprise... à laquelle vous devez de l'argent...
- 20 - Crédit /Avoir : somme dont vous disposez à la banque.
- 21 - Critères de sélection = différentes données qui vous permettent de choisir définitivement un partenaire, un projet ou autre.
- 22 - Débit/ Doit = C'est souvent une dépense ou une charge ~~ou une~~ ou encore une entrée en caisse ou en banque.
- 23 - Débiteurs/clients = personnes, association, entreprises qui vous doivent de l'argent.
- 24 - Décompte = Etat récapitulatif des dépenses ou des recettes
- 25 - Délai = période qui vous a été donnée pour réaliser un projet ou payer une facture.
- 26 - Disponibles = argent dont vous disposez dans vos comptes bancaires et encaisse.
- 27 - Déroulement opérationnel = la façon dont vous exécutez un programme
- 28 - Epargne locale = argent économisé par les paysans au village.
- 29 - Emprunt = prêt que vous avez contracté auprès d'une banque ou d'un ami.
- 30 - Espèces = argent disponible
- 31 - Extrait de compte = Etat remis par la banque ou le comptable sur la situation d'un compte donné.
- 32 - Evaluation = Technique qui permet de savoir si les objectifs visés ont été atteints ou non.
- 33 - Fondation = organisme privé d'aide internationale.

- 34 - Fonds rotatifs = Les fonds^V par des dons ou prêts qui permettent de prêter par roulement à différentes personnes et groupes et pour des périodes données des montants définis.
- 35 - Fournisseur = Personne ou entreprise qui vous a fourni à crédit un bien donné = arrosoir, semences, engrais...
- 36 - Frais généraux = tous les frais relatifs au fonctionnement administratif de votre association.
- 37 - Garde fou = barrière à ne pas franchir ; danger
- 38 - Intérêt = produit d'argent rapporté par votre capital.
- 39 - Entrants = Tous les frais occasionnés^{par} les achats des produits nécessaires pour réaliser un programme agricole engrais, semences, plants...
- 40 - Inventaire = Etat de tous les équipements à un moment donné. Il se chiffre en nature et en valeurs d'achat.
- 41 - Investissement : Toutes les dépenses que vous effectuez pour des machines, véhicules, locaux qui seront utilisés pendant plus d'un an.
- 42 - Marge = différence entre les recettes et les dépenses Bénéfice.
- 43 - Matières premières : ce que vous achetez pour fabriquer un produit.
- 44 - Mobiliser les ressources = Rassembler tout ce dont vous disposez : argent, travail, équipements... pour lancer un programme.
- 45 - Note de frais = Liste de tous les frais que vous avez eus lors d'un déplacement en ville ou d'une mission.
- 46 - Passif = Les dettes de l'association plus son capital.
- 47 - Passif transitoire = somme restant due à la fin d'un exercice comptable qu'il faut enregistrer en dépense dans votre comptabilité.

- 48 - Pertes et profits = Compte dans lequel on enregistre et centralise toutes les pertes et tous les profits des différentes activités de l'association.
- 49 - Pièces comptable = document comptable : facture, avis de crédit, reçu...
- 50 - Placement = Somme que vous avez bloquée sur votre compte bancaire pendant une période donnée, pour qu'elle rapporte des intérêts.
- 51 - Plan comptable = système de classification de tous les comptes d'une comptabilité, basé sur la numérotation décimale des comptes.
- 52 - Plan de Trésorerie = Tableau qui permet d'établir les prévisions à un an par exemple, des besoins financiers de l'association.
- 53 - Planification = méthode de prévision du développement des activités de votre association dans le cadre d'un plan cohérent et intégré = Planifier c'est prévoir.
- 54 - Projet = activité précise que vous voulez réaliser dans l'avenir.
- 55 - Programme = ensemble intégré de projets dont la réalisation s'échelonne sur plusieurs mois ou années.
- 56 - Quittance = reçu que vous donne^{ur} à une personne que vous a remis de l'argent.
- 57 - Rentabilité = chercher par une méthode de calcul à savoir si l'on perd ou l'on gagne en réalisant une activité précise = moulin, jardin, élevage etc...
- 58 - Système de crédit = système qui vous permet d'obtenir un prêt d'une banque ou à votre association d'accorder des prêts à ses membres.

- 59 - Taux d'intérêt = exprimé en pour cent, c'est le taux de location des fonds que vous remettez à votre banque ou que vous lui empruntez.
- Long terme = délai ou période au delà de cinq à dix ans (selon le cas).
 - Moyen terme = délai ou période allant de un à cinq ans (selon les cas)
 - Court terme = délai ou période allant jusqu'à un ou deux ans au maximum.
- 60 - Compte de tiers = compte d'un membre de l'association de votre personnel, ou d'une autre personne étrangère qui vous doit de l'argent.
- 61 - Valeur ajoutée = Valeur de votre travail qui est ajoutée au prix d'une matière première de façon à déterminer le prix de revient.
- 62 - Virement : Transfert d'un compte à un autre d'une somme.

.../...

III°/- Ouvrages Consultés : Bibliographie

- VIè Plan de développement économique et social 1981/1985
- VIIè Plan de développement économique et social: 1985/1989
- Situation Economique du Sénégal: 1980 " Direction de la Statistique du Sénégal.
- Leader Paysan - Sénégal - Mamadou CISSOKHO
- "Développement à la Carte" Guimbela DIAKITE, Nea-Dakar - Abidjan - 1978
- Monographies de fin de stage sur les problèmes de développement au Sénégal: -"Pour un développement économique et social du Département de Bakel, Mamadou DIABAKHATE CNEPS, 1984.
 - Projet de développement communautaire et qualité de la vie, J.G LATOUFFE, CNEPS, 1982.
 - Une méthode-participation pour le développement communautaire, ENEAS, 1982.
- Etude monographique de l'Arrondissement de Dabo, CER/Dabo, 1981.
- Etude monographique de la région de Kolda, Gouvernance/ Kolda, 1986.
- Projet d'intégration des actions de développement dans les programmes d'éducation des centres de vacances, INSEPS de Dakar, DFP...
- Méthodologie de présentation du dossier Global de projet, GOPEC, SG/DEAP.

.../...

- Innovations et Réseaux pour le Développement IRED, Manuel de Gestion pratique des Associations de Développement Rural, Tomes I et II, Fernand VINCENT.
- Jacque GIRI, Sahel demain Catastrophe ou renaissance ?
Karthala, 75013 Paris, 1983.

